

NOTE DE RECHERCHE

16 JANVIER 2023

ENTRE ARIDITÉ ET RADICALISME :

**LE PASTORALISME AU SAHEL À LA
CROISÉE DES CHEMINS**

François Grünewald

Le bétail à l'abreuvement sur le bord d'un Wadi au Tchad

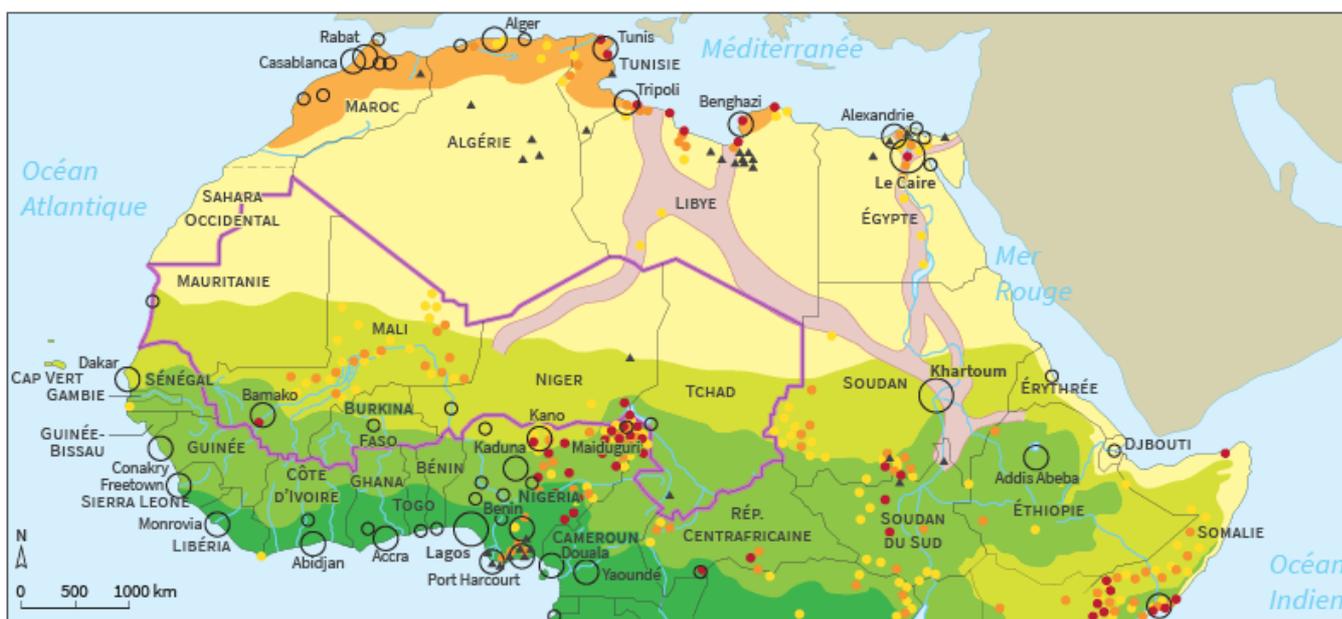


Créée en 2003, la Ferdi est un laboratoire d'idées dont la mission première est, sur la base de ses travaux de recherche, d'influencer le débat international sur les grandes questions de développement. Fondation sans but lucratif et indépendante, elle mobilise des chercheurs de haut niveau dans le domaine du développement et propose une réflexion pertinente et novatrice sur des thématiques clés de l'économie du développement. Elle est particulièrement active sur les questions liées à l'efficacité du développement, au développement durable et à la gouvernance mondiale.



Fondé en 1993, le Groupe URD est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

CARTE DE LA RÉGION



Des villes et des ressources

- villes plus de 5 millions d'habitants
 - de 1 à 5 millions d'habitants
 - de 500 000 à 1 million d'habitants
- (3)
- ▲ Gisements de pétrole (1)

Des circulations difficiles à maîtriser

- Attaques terroristes en 2015 par leur intensité (5) :
 - forte
 - moyenne
 - faible
 L'intensité est déterminée par le nombre de victimes mortes et blessées.
- Les routes migratoires terrestres parmi les plus mortelles (6) (Recensement des migrants morts ou disparus 2014-2017)
- Membres du groupe de sécurité G5 Sahel (7)



Sources : (1) OCDE/CSAO, *Un atlas du Sahara-Sahel : géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, 2014. (3) *Atlas du 21e siècle Nathan 2006* (5) *GlobalTerrorismDatabase 2015* (6) LEPAC et *Projet Missing Migrant* de l'Organisation internationale pour les migrations, données janvier 2014—juin 2017. (7) G5 Sahel (g5sahel.org) Cartographie : Jean-Benoît Bouron, Géoconfluences, 2017.

RÉSUMÉ

Zone de mouvances complexes, région à histoire diversifiée et de mise en valeur plurielle, espace clé pour les grands équilibres socio-économiques et politiques, le Sahel a produit ses propres conflits internes, mais aussi les mécanismes pour les gérer. Pourtant, depuis une décennie, le Sahel est aussi une région touchée par des crises issues de la présence de groupes radicaux qui touchent fortement les zones pastorales et se sont transformées en conflits transfrontaliers, avec des contaminations multidirectionnelles entre zones qui ont induit de nombreux engagements militaires nationaux, régionaux et internationaux.

La présente note couvre d'une part de nombreux sujets en lien avec les économies des zones arides, dont le pastoralisme est le principal mode de mise en valeur et notamment avec les modalités de gestion des ressources de ces agroécosystèmes, notamment des ressources en eau qu'ils comportent. Elle propose une lecture qui cherche à valoriser les mécanismes endogènes de gestion des conflits en zone pastorale. Elle traite d'autre part les interactions avec les dynamiques conflictuelles qui sont apparues avec l'émergence des mouvements radicaux, la prise de contrôle de territoires à dominance pastorale par ces derniers et la contre-réaction des sociétés agricoles et celle des gouvernements de la région. Elle cherche enfin à identifier quelques pistes de travail pour mieux appréhender ces zones à pour chercher des options de solution.

Mots clés : Pastoralisme, Transhumance, Sahel, Aridité, Radicalisme, Islamisme

ABSTRACT

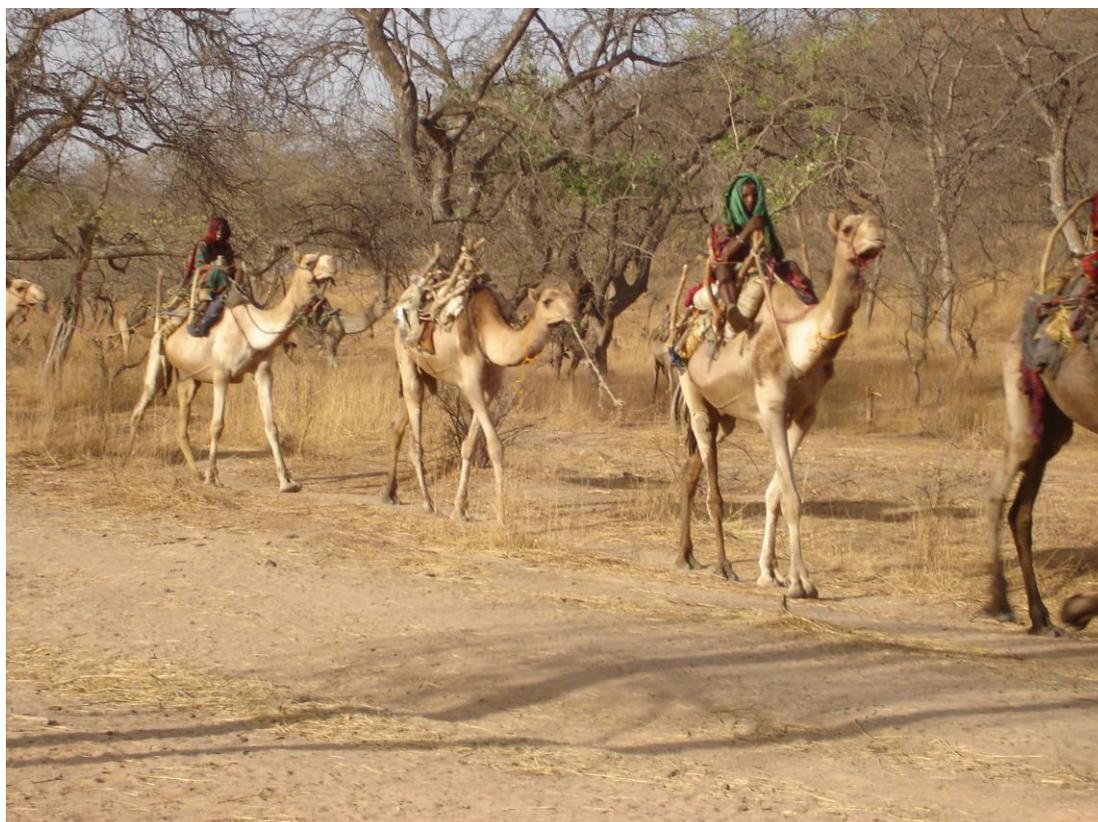
A zone of complex mobilities, a region with a diversified history and plural development, a key space for major socio-economic and political balances, the Sahel has produced its own internal conflicts, but also the mechanisms to manage them. However, for a decade, the Sahel has also been a region affected by crises resulting from the presence of radical groups which strongly affect pastoral areas and have turned into cross-border conflicts, with multidirectional contamination between areas which has led to numerous military engagements. national, regional and international.

This note covers on the one hand many subjects related to the economies of arid zones, of which pastoralism is the main mode of development and in particular with the methods of management of the resources of these agroecosystems, in particular the water resources that they feature. It offers a reading that seeks to enhance the endogenous mechanisms of conflict management in pastoral areas. On the other hand, it deals with the interactions with the conflictual dynamics that have appeared with the emergence of radical movements, the takeover of territories with pastoral dominance by the latter and the counter-reaction of agricultural societies and that of the governments of the region. Finally, it seeks to identify some avenues of work to better understand these areas and to seek solution options.

Keywords: Pastoralism, Transhumance, Sahel, Aridity, Radicalism, Islamism

LISTE DES ACRONYMES

ACF :	Action contre la Faim
AFD :	Agence Française de Développement
AQMI	Al Qiada au Magreb Islamique
EIGS :	Etat Islamique au Grand Sahel
FAO :	Organisation des nations unies pour l'agriculture et l'alimentation
FAMA :	Forces Armées Maliennes
FERDI	Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International
FIC :	Forces Internationales Conjointes
GANE :	Groupe Armé Non Étatique
GIGN :	Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
GSIM	Groupe de Soutien à l'islam et aux Musulmans
HRW	Human Right Watch
MINUSMA :	Mission Inter dimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali
MSA :	Mouvement pour le Salut de l'Azawad
MUJAO :	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
RCA :	République centrafricaine
ROPEN :	Réseau des Organisations des Pasteurs et Éleveurs du Niger
URD :	Groupe Urgence-Réhabilitation-Développement



Nomades du nord descendant dans le Ouadia au Tchad

Table des matières

Carte de la région	2
Résumé	3
Abstract	3
Liste des acronymes	4
1. INTRODUCTION	6
1.1. OBJECTIFS ET ENJEUX DE L'ÉTUDE	6
1.2. MÉTHODOLOGIE	7
2. LE CONTEXTE SAHÉLIEN EN PLEINE ÉVOLUTION	8
2.1. LE PASTORALISME : UN ÉLÉMENT STRUCTURANT DE LA BANDE SAHÉLIENNE	8
2.2. DES SYSTÈMES PASTORAUX SOUS FORTE PRESSION	9
3. DIVERSITÉ ET CRISES DES SYSTÈMES PASTORAUX AU SAHEL	10
3.1. QUELQUES CLÉS POUR DÉCHIFFRER UN MONDE COMPLEXE	10
4. CONFLICTUALITÉS MULTIPLES EN ZONES PASTORALES ET AGROPASTORALES	13
4.1. CONFLITS INTERNES AU SAHEL	13
4.1.1. Conflits anciens	13
4.1.2. Conflits pour les ressources	14
4.1.3. Nouvelles dynamiques pastorales, nouveaux conflits	15
4.2. LES TENSIONS AU SEIN DES SOCIÉTÉS PASTORALES : FACTEURS D'ÉCLATEMENT ET DE CONFLIT	17
4.3. L'ÉMERGENCE DES GROUPES D'AUTO-DÉFENSE	17
4.4. LA COMPLEXITÉ DES DYNAMIQUES TRANSFRONTALIÈRES	18
4.5. COMPRENDRE POUR AGIR : GESTION DES CONFLITS	23
4.6. TYPOLOGIE ET ZONAGE DES FACTEURS DE LA VIOLENCE	24
4.7. RISQUES ACCRUS AVEC LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	24
4.8. GROUPES PASTORAUX ET RADICALISME INTERNATIONAL	26
4.9. LE RÔLE PARTICULIER DES FORCES DE SÉCURITÉ	26
5. UNE APPROCHE NÉCESSAIREMENT MULTI-DIMENSIONNELLE	27
6. QUELQUES PISTES DE TRAVAIL	30
6.1. MIEUX COMPRENDRE POUR MIEUX SOUTENIR	30
6.2. DÉVELOPPER UN AGENDA DES SOLUTIONS OPÉRATIONNELLES	31
7. EN GUISE DE CONCLUSION	33
ANNEXES	34
Annexe N°1 : Liste des documents consultés	34
Annexe N°2 : Les études de cas (Mali, Niger, Tchad)	37

La différence entre un jardin et un désert, ce n'est pas l'eau,
c'est l'homme (proverbe touareg)

1. INTRODUCTION

1.1. Objectifs et enjeux de l'étude

Les mondes mobiles enracinés dans des gestions d'espaces difficiles et souvent transfrontaliers ont toujours représenté des problèmes complexes aux acteurs gouvernementaux et aux instances de développement sur tous les continents (Grunewald & al, 2014). Au Sahel, le pastoralisme a ainsi été longtemps stigmatisé comme élément dégradateur de l'environnement avec la prégnance de concepts comme le « surpâturage », la « désertification » et la « dégradation des sols ». Mais un approfondissement de la compréhension de ce qu'il est vraiment a permis au pastoralisme de bénéficier d'un retour en grâce par la reconnaissance de sa contribution à la mise en valeur de son environnement (Wane A., 2006). En requalifiant d'incertain, de variable, d'écosystème en déséquilibre, etc., l'environnement des pasteurs en zones arides, de nombreux chercheurs (Ellis et Swift, 1988 ; Westoby *et al.*, 1989, Behnke, Scoones et Kerven, éd., 1993, Scoones, 1999, Perrier, 1999) ont mis en valeur la capacité des systèmes pastoraux à faire fonctionner une économie dynamique « sur les épines et le kram-kram »¹ mais aussi à gérer l'incertitude. Au-delà de la remise en cause des stéréotypes pesant sur le pastoralisme, toute une dynamique scientifique a contribué à repenser l'économie des systèmes pastoraux, l'écologie des parcours, la logique des pratiques pastorales et agro-pastorales. Face aux pressions nouvelles liées aux évolutions démographiques et climatiques mais aussi à l'émergence depuis le milieu des années 2000 de mouvements armés ancrés dans des radicalités religieuses, il a aussi fallu tenter de mieux comprendre les contributions respectives des facteurs climatiques, de l'activité pastorale, des politiques agricoles, des dynamiques économiques et démographiques et enfin des conflits dans la dégradation de la situation dans les environnements arides dans lesquels vivent ces sociétés pastorales et agro-pastorales.

Si le fonctionnement des systèmes pastoraux et les interactions souvent complexes entre mondes pastoraux et mondes agricoles sont maintenant relativement bien connues, les événements qui affectent le Sahel depuis plus de quinze ans ont fait apparaître de nouvelles dimensions politiques, sécuritaires, sociales et environnementale (OCDE, 2019). En effet, après la période des années 90, phase centrée sur des revendications de type « demande de reconnaissance, de plus d'autonomie voire d'indépendance » (demande politique et laïque), l'émergence du radicalisme religieux a tout changé. Cette nouvelle phase à partir de la fin des années 2000 a amené dans la bande sahélienne de nouvelles dynamiques. Les relations entre les centres et les périphéries (Grünwald, 2015) au sein des grandes alliances sociétales, entre les communautés et au sein de ces dernières ont été bouleversées. De nouvelles tensions, de nouveaux conflits ainsi que de nouvelles modalités de contrôle politico-économique des territoires se sont développées, avec de nouveaux acteurs de la violence, certains endogènes, d'être extérieurs (Nasr, 2022). Étant donné l'importance des sociétés pastorales dans la structuration sociale de la zone et pour le fonctionnement des chaînes de valeur des produits de l'élevage dans l'économie de la région, ces sociétés et systèmes pastoraux représentent une pierre angulaire majeure dans les dynamiques qui affectent la sous-région.

Un des objectifs de l'étude est de faire apparaître des éléments clés de la situation actuelle, et notamment les interactions entre pastoralisme et conflictualité au Sahel. Ce sujet est déjà largement traité par de nombreux auteurs, mais nous avons cherché à compléter les réflexions existantes par l'exploration de plusieurs « angles morts ».

¹ Interview avec un éleveur dans le Grouma malien

Plusieurs sujets seront traités dans la présente note :

- La diversité des systèmes pastoraux et agro-pastoraux à confronter aux lectures souvent « homogénéisantes » de la notion de pastoralisme et de peuples pastoraux ;
- L'émergence de nouvelles dynamiques socio-économiques dans le secteur de l'élevage avec l'apparition de nouveaux modes de production : le *ranching*, l'apparition de « capitalistes de l'élevage » qui possèdent des milliers de bêtes et qui emploient des bergers lourdement armés, etc. mais aussi des modalités émergentes de contrôle et de taxation du pastoralisme dans le cadre du contrôle social progressivement mis en place par certains mouvements jihadistes ;
- Le rôle des nouvelles technologies de l'information en milieu pastoral (suivi des prix, suivi des pluies, recherche des animaux volés, propagande, etc.)

Les enjeux sont donc à la fois :

- D'analyser les différents systèmes pastoraux et agro-pastoraux dans leur diversité et leur histoire à travers toute la zone sahélienne ;
- De tenter de déchiffrer les évolutions en cours dans ces systèmes sous les effets combinés des changements climatiques, des pressions démographiques et de la réorganisation de l'ordre social en zone pastorale et agro-pastorale sous la pression des nouveaux acteurs de la violence ;
- De mieux appréhender les facteurs qui lient pastoralisme et dynamiques des conflits affectant le Sahel ;
- D'imaginer quelques pistes de travail à explorer plus avant.

1.2. Méthodologie

La méthodologie s'est appuyée d'une part sur un travail bibliographique important (voir annexe n°1) et sur des travaux de terrain passés qui ont permis de construire une réflexion sur le pastoralisme au Groupe URD. Parmi les contextes sahéliens sur lequel le Groupe URD a travaillé et qui ont inspiré la réflexion et où le pastoralisme est consubstantiel de la société, on trouve le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Mais la réflexion s'est aussi inspirée de la connaissance qu'a le Groupe URD des systèmes pastoraux d'Afrique de l'Est, et notamment à Djibouti, (Grünewald, 2019), en Somalie (Grünewald, 2005), au Kenya et en Éthiopie (Grünewald 2006). Ces réflexions ont été enrichies par des échanges avec un certain nombre d'experts reconnus sur le sujet.

Ceci a conduit à la production de la présente note qui couvre d'une part de nombreux sujets en lien avec les économies des zones arides, dont le pastoralisme est le principal mode de mise en valeur et notamment avec les modalités de gestion des ressources de ces agroécosystèmes, notamment des ressources en eau qu'ils comportent. Elle traite d'autre part les interactions avec les dynamiques conflictuelles qui sont apparues avec l'émergence des mouvements radicaux, la prise de contrôle de territoires à dominance pastorale par ce derniers et la contre-réaction des sociétés agricoles et celle des gouvernements de la région.

Cette note a été revue par les spécialistes de la FERDI ainsi que par plusieurs chercheurs de la sous -région.

2. LE CONTEXTE SAHÉLIEN EN PLEINE ÉVOLUTION

2.1. Le pastoralisme : un élément structurant de la bande sahélienne

S'il est des systèmes résilients sur terre, ce sont bien les systèmes pastoraux des zones arides (Catley, 2013). Capables de produire viande, lait et cuir dans des zones sèches et où la disponibilité des ressources en biomasse est non seulement très « saisonnalisée » mais aussi très aléatoire, des groupes socio-culturels bien particuliers - les peuples pastoraux - habitent ces zones et les mettent en valeur. En Afrique de l'Ouest, ces zones pastorales - qui sont bordées au nord par le désert et au sud par des régions essentiellement agricoles voire forestières - sont traversées par de grands mouvements de populations, de troupeaux et de marchandises. Les grands transhumants camelins et habitants des oasis du nord, les groupes pastoraux et agro-pastoraux de la bande sahélienne et les populations agricoles de la bande soudano-sahélienne ont ainsi toujours vécu dans des relations « compétitions-complémentarités » complexes faites de dons et de contre-dons, d'accords territoriaux pour l'accès au foncier et à l'eau, et enfin de tensions régulières pour lesquelles ont été inventées de multiples moyens de gestion des conflits. Un exemple passionnant de ces grands axes d'échanges, la caravane de l'Azalai, part du désert algérien avec du sel et des dates, pour arriver à Tombouctou et y décharger ses produits avant de repartir avec des céréales. À Tombouctou, la caravane de chameaux se changeait en caravane d'ânes qui remonte du sud le mil et le sorgho du sud du Gourma et de la zone de Bandiagara et traverse tous les territoires pastoraux peuhls et Touaregs. Dans les zones comme le Seno, aux interfaces entre pays dogon et zones pastorales mises en valeurs par les éleveurs peuhls, le dicton était « À chaque mariage peuhl, nos cousins dogons amenaient des Calebasses de mil ; à chaque mariage dogon, nos cousins Peuhl amenaient des Calebasses de lait ».

Outre cette contribution significative à la construction sociétale dans les zones pastorales et agropastorales, ces modes de mise en valeur des territoires représentaient avant les crises des années 2010-2020 une partie importante des économies de la sous-région, comme l'indique le tableau ci-dessous.

	Burkina Faso	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Croissance moyenne 2021	6,9 %	5,8 %	5,1%	3,2 %	4,5 %	10,9 %
PIB 2021 (millions \$ courant)	19 738	19 140	9 996	14 915	27 625	11 780
Aide publique au développement 2020 (millions \$ courant)	1731	1566	644	1928	1611	1037
Part de l'agriculture en 2020 (1) ; 2021 (2) (% PIB)	18,4 % (1)	36,0 % (2)	20,2 % (1)	36,4 % (2)	15,3 % (2)	54 % (2)
Part de l'élevage (% PIB) 2020,2021	18%	15%	10%	11%	7%	15%
Indicateurs démographiques						
Population totale en 2021 (en milliers)	22101	21905	4615	25253	16877	17180
Population rurale (% population totale) 2021	68.8	55.3	43.9	83.2	51.4	76.2

Tableau 1 : agrégats économiques des pays du sahel : indicateurs économiques, de développement humain et démographiques

Sources: World Bank, « World Development Indicators » (2023), Ministères du Plan dans les pays concernés, site <https://www.tresor.economie.gouv.fr>

Le Sahel - bande agro-climatique qui va du Sénégal à la Mer Rouge - est caractérisée par des conditions naturelles difficiles : l'occurrence de phénomènes naturels extrêmes (sécheresses, inondations) et des dynamiques humaines complexes dues à l'hétérogénéité du peuplement, à la compétition pour les ressources naturelles, au poids de l'histoire et aux incohérences des politiques de développement ont induit des vulnérabilités complexes (FERDI, 2022). Depuis le milieu des années 2000, elle se trouve prise dans une nouvelle dynamique liée à l'arrivée des phénomènes religieux radicaux.

2.2. Des systèmes pastoraux sous forte pression

Crises climatiques sahéliennes : une sécurité alimentaire fragilisée. Les pays de la zone sahélienne sont aujourd'hui touchés par différents types de crises. Des crises lentes telles que les périodes de sécheresse (1973-74, 1989, 2005 et 2011), la dégradation des termes de l'échange (à la fois entre produits animaux et céréales et entre produits agricoles au sens large du mot « produit » dans la zone et produits importés), les problèmes croissants d'accès au foncier tant agricole que pastoral, les migrations, et des crises telles que les sécheresses qui se multiplient, les invasions de criquets (2004, 2010, 2012, 2013, 2020), les inondations (2007, 2008, 2009, 2022 au Burkina Faso, 2010, 2021 au Niger, etc.) De façon chronique, les foyers sahéliens, y compris les familles pastorales, parviennent de plus en plus difficilement à produire suffisamment de ressources pour assurer leur sécurité alimentaire. Les logiques de paupérisation et les profonds bouleversements des modes de vie sont caractérisés par des dynamiques de décapitalisation. Dans une grande partie de la zone sahélienne, la production pluviale de céréales est entrée depuis quelques années dans un cycle de rendements décroissants (épuisement des terres, réduction des jachères, irrégularités pluviométriques, etc.) tandis que la productivité des zones fourragères est fortement affectée par la multiplication des épisodes de sécheresse (Patu, 2014). Aujourd'hui, la reproduction de la plupart des modes de subsistance, qu'ils soient agricoles ou pastoraux, est fortement menacée (Magnani, 2010). De plus en plus de familles sahéliennes sont condamnées à avoir recours à des stratégies irréversibles (consommation des semences, vente des outils de production, vente d'animaux reproducteurs, migration d'une grande partie de la famille pour une longue durée, etc.) qui conduisent à une augmentation de leur vulnérabilité (Cold-Ravnkilde & Ba B., 2022) .

Pour les groupes pastoraux, seules la mobilité et la capacité de faire bouger les troupeaux d'une zone à l'autre, quand elle est possible, permet de réduire l'impact de cette pression climatique.

Dynamiques humaines. L'histoire de la zone a longtemps été celle de contrats sociaux et de conventions entre communautés pour arriver à une gestion optimale des ressources naturelles réparties sur de grandes surfaces. Ancrés dans des mécanismes et des stratifications sociales très forts et une prégnance du rôle des chefferies, ces mécanismes comportaient à la fois des accords sur la temporalité des mouvements des troupeaux et la résolution des éventuels conflits qui pouvaient émerger en cas de non suivi des règles établies. Cette fonction régulatrice était au centre de la légitimité des chefs, de la reproduction des hiérarchies sociales, et du fonctionnement des relations intergénérationnelles. Les grandes sécheresses et les dynamiques économiques dans les pays de la sous-région ont redessiné la carte démographique des pays, avec des migrations importantes vers le sud (y compris des migrations transfrontières), un exode rural important et des déplacements significatifs de populations d'extraction pastorale après chaque grande sécheresse. Ces évolutions et l'urbanisation importante qui en a découlé, ont profondément modifié les rapports ville-campagne, les interactions sociales mais aussi les relations intergénérationnelles : le pouvoir des anciens s'est trouvé défié par une jeunesse coupée d'une partie de ses racines, ouverte au monde grâce aux nouvelles technologies de la communication, souvent très peu éduquée mais très sensible aux discours sur les réseaux sociaux. Depuis deux décennies a aussi émergé une autre problématique : celle liée à la présence toujours plus prégnante des grands trafics illicites dans la zone (drogues, cigarettes, armes, migrants) et des groupes prônant un islam fondamentaliste. La crise au Mali depuis janvier 2010, catalysée par la fin de la guerre en Libye, a ainsi conduit à une dynamique en dominos avec la perte du contrôle du nord par l'État central, une déstabilisation politique des coups d'État, jusqu'à l'intervention Serval. Avec le retrait des groupes extrémistes se reposit à fois la question complexe de la stabilisation sécuritaire et politique et l'ensemble des enjeux de la sortie de crise et des besoins humanitaires qui continuent de perdurer dans toute la sus région (Grunewald, 2018)

3. DIVERSITÉ ET CRISES DES SYSTÈMES PASTORAUX AU SAHEL

3.1. Quelques clés pour déchiffrer un monde complexe

Les systèmes de productions pastorales sont très divers et coexistent avec des systèmes agricoles, forestiers et halieutiques avec une forte complémentarité, ceci tenant compte de la temporalité, de la variabilité des ressources et des changements climatiques. L'élevage structuré en une multitude de systèmes pastoraux est l'une des activités les plus importantes du Sahel et des zones soudano-sahéliennes. Praticué par tous les groupes ethniques et socio-culturels vivant dans ou circulant entre les zones quasi-désertiques (isohyètes 0 à 100 mm) et celles proches de la forêt tropicale (plus de 1000 mm), il concerne toutes les espèces : bovins, ovins, caprins, camelins, asins. Ces élevages se caractérisent entre autres par les aspects suivants :

L'élevage nomade (pastoralisme nomade) concerne les déplacements du bétail (bovins, ovins, caprins, camelins et asins) sur de grandes distances. Mis en place par divers groupes pastoraux (essentiellement Touaregs, Maures, Arabes et Peulhs) sur toute la frange nord de la sous-région, il permet la recherche de pâturages, de points d'eau et de cures salées sur des centaines de kilomètres sans que ceci soit réglé de façon claire tant dans l'espace que dans le temps. L'ensemble de la famille se déplace à la suite du bétail en fonction des zones d'attache et d'accueil mais, de plus en plus, cet élevage s'organise et se sécurise autour de points d'eau (points de fixation) en période de soudure. En fonction de l'amenuisement des ressources dans les zones du nord, cet élevage entraîne des déplacements sur des longues distances vers les parcours des régions du sud. Ceci entraîne de plus en plus de conflits importants et sanglants entre les diverses communautés. On trouve là les grands systèmes transhumants du Tchad qui vont des zones au Nord de N'Djamena et d'Abéché et qui redescendent jusqu'à la RCA.

L'élevage transhumant (pastoralisme transhumant) se fait par un ensemble de mouvements saisonniers bien réglés et de rythmes pendulaires à caractère cyclique sur des territoires en général bien identifiés. Il s'effectue à l'intérieur des pâturages coutumiers et peut facilement devenir transfrontalier car il n'a pas été tenu compte des dynamiques pastorales lors du tracé de ces dernières : il est extensif, concerne les principales espèces et se base sur l'exploitation des ressources naturelles (pâturages, eau et terres salées). Il est pratiqué par des bergers ou des familles d'éleveurs qui font le déplacement à la suite des animaux mais qui ont un point fixe : leur village d'origine. Les groupes peulhs sont les grands spécialistes des systèmes de transhumance qui se concentrent autour de zones dont les positions centrales et les potentialités en ressources naturelles (eaux, sols, végétation, cures salées) sont à l'épicentre de vastes mouvements de transhumances internes et transfrontalières qui concernent une bonne partie des troupeaux des pays voisins. Il en va ainsi du fleuve Sénégal dont les groupes pastoraux se déplacent jusqu'au Fouta-Djalou, au delta central du Niger (Gourma), au Niger (Tillabéri) et au lac Tchad.

L'élevage sédentaire (agro-pastoralisme) fonctionne dans une association étroite avec l'agriculture. Il concerne généralement de très faibles effectifs villageois mis en commun dans des parcs et se déplaçant sur de faibles distances. Au niveau des régions du Gourma, cet élevage est associé à l'agriculture, par la riziculture et la bourgouculture². Ainsi, dans les divers terroirs villageois, les apports de la fumure animale pour l'assolement des terres et la traction animale sont des acquis très importants qu'il faut diffuser et vulgariser dans les zones non encore encadrées.

² La bourgouculture ou culture du bourgou (*Echinochloa stagnina*) est une activité importante le long du fleuve qui produit du bourgou foin et des graines de bourgou.

Ce pastoralisme fonctionne à travers toute une série de mécanismes de concertation qui représentent des systèmes communautaires et intercommunautaires de gestion des parcours et des ressources ancrés dans des enjeux fonciers. Traditionnellement, la tenure foncière, l'accès aux parcelles de cultures et les parcours pastoraux sont gérés par le droit coutumier et les conventions traditionnelles. L'accès des animaux aux pâturages est libre. Mais l'accès à l'eau des lacs et, des puits pastoraux mais aussi aux bourgoutières est régulé par le même type de conventions qui organisent les entrées et sorties des animaux dans les champs cultivés qui s'établissent entre les éleveurs nomades et les agriculteurs sédentaires. En effet, dans les zones à relativement forte densité, notamment les berges des fleuves (Sénégal, Niger, Chari, etc.), l'accès à l'eau et aux pâturages a toujours été régit par des mécanismes spécifiques, qui ont été formalisés par des conventions qui datent souvent de l'époque coloniale (années 1940 et 1950) et donnent un droit d'usage règlementé à tout propriétaire d'animaux. De façon globale, sur les parcours, en termes d'exploitation et de droit, on observe une certaine préséance dans l'accès à l'eau et aux pâturages aux groupes autochtones et à la loi des premiers occupants. Cette gestion des ressources est un des éléments clés de la structuration sociale des groupes qui habitent ces régions, avec des hiérarchies, voire des aristocraties, qui organisent la reproduction de leurs dominations des flux économiques, et des systèmes de régulation sociale.

Dans tout le Sahel, les grandes sécheresses de 1972-1973 et surtout de 1983-1984 ont très fortement impacté toutes les populations dépendantes de l'élevage avec des mortalités très fortes de troupeaux, des mouvements de populations vers les villes (recherche d'emplois) et vers le sud (recherche de pâturages) qui ont modifié profondément les équilibres traditionnels. Par ailleurs, sous l'impact de la multiplication des épisodes de sécheresse depuis 74, avec des pics (plusieurs épisodes depuis 1980 : 2010, 2015, 2016, 2021), les acteurs locaux tendent à diversifier leurs ressources, en combinant différents systèmes de production afin de diversifier et de sécuriser leurs revenus tout en essayant de prévenir les effets des aléas climatiques (Magniani, 2009). Dès lors, une multitude de nouveaux systèmes agro-pastoraux mixtes se développent et tendent à affaiblir les complémentarités traditionnelles entre communautés spécialisées sur un même espace. On voit ainsi des éleveurs se mettre à la culture et des éleveurs passer d'une logique de petit élevage familial à une logique d'agro-pasteurs avec des troupeaux plus importants.

Avec la densité démographique et les pressions croissantes sur les ressources, l'utilisation des pâturages est devenue une source de compétitions de plus en plus graves entre groupes d'éleveurs d'une part, et de litiges entre agriculteurs et éleveurs, d'autre part. Avec l'importance des flux d'armes légères au Sahel (Florquin, 2019), ces tensions sur les ressources dégénèrent régulièrement en conflits très meurtriers qui ont un impact considérable sur le développement et les rapports intercommunautaires. S'enclenchent alors des cycles de vengeance, de violence et contre-violence. Avec l'arrivée de nouveaux acteurs, surtout les groupes radicaux, les situations conflictuelles deviennent complexes. Ces litiges - qui étaient réglés par des mécanismes traditionnels assez variés, allant de système de type « dia » (dette du sang) à des systèmes de type compensation négociée sous l'égide des anciens ou d'autorités traditionnelles (sultans, etc.) - doivent à partir du moment où le nombre de morts est élevé être pris en charge par l'administration et par la justice dite formelle. Quand celles-ci sont mises en cause par des groupes radicaux, la tendance va à la mise sous tutelle de la zone et des mécanismes traditionnelles par les instances religieuses radicales. Les mouvements radicaux deviennent dès lors les garants de la gestion des ressources et de la résolution des conflits qui y sont liées (Pellerin, 2021).

Enfin, un élément indispensable au fonctionnement de ce pastoralisme - la mobilité - est de plus en plus difficile (CHD, 2016) du fait de l'insécurité qui prévaut dans de grandes parties du Sahel et de la « militarisation » croissante de ces régions. De fait, la clé de la capacité d'aller « où sont l'herbe et l'eau » (Diawara, 2018), cette mobilité, est mise sous tension par l'insécurité de plus en plus généralisée, qu'elle soit liée au brigandage, aux conflits entre groupes armés non étatiques (GANÉ) et États de la région ou à la privatisation des territoires souvent pris de force par les élites ou vendus à des sociétés privées (nationales ou internationales).

Plusieurs cas d'études permettent de mieux comprendre les enjeux et sont présentées en annexe N°3:

- Le Mali, avec à la fois le nord, le bassin central du Niger et ses zones transfrontalières (Lipatko-Gourma) ;
- Le Niger avec la zone de Tillabéri et la frontière sud du pays ;
- Le Tchad et ses grands systèmes de transhumance qui partent du nord du pays et qui pénètrent la RCA au sud.



Pâturage en début de saison sèche dans la région de Tombouctou

4. CONFLICTUALITÉS MULTIPLES EN ZONES PASTORALES ET AGROPASTORALES

4.1. Conflits internes au Sahel

4.1.1. CONFLITS ANCIENS

Les conflits du passé se catégorisent en plusieurs groupes :

- Ceux liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles et pour lesquels de nombreuses formes de mécanismes d'intermédiation ont émergé au cours des temps ;
- Ceux liés aux affrontements pour le pouvoir (conflits de préséance) au sein des groupes touaregs, arabes et peuhls ou entre les différents groupes, notamment dans le passé dans le cadre des « guerres d'empires ». Ces conflits sont liés aux rapports de force face aux alliances que chacune des fractions ou chacun des clans de la zone pouvait établir avec ou contre les grands empires de la zone (Songhaï, Macina, Toucouleur post-Dina, déploiement de la colonisation française, etc.).
- Ceux directement liés aux différentes phases de l'histoire coloniale, allant de la traite des esclaves (y compris avec les alliances entre marchands d'esclaves occidentaux et acteurs sahariens des « rezzous » qui fournissaient ces esclaves) aux prises de contrôles de territoires par des opérations militaires et le tissage d'alliances et de contre-alliances pour mettre au pas les populations des régions à coloniser.

Ces conflits du passé, qui ont souvent été assez dévastateurs et meurtriers malgré les armements encore limités de l'époque, ont eu un rôle très important sur la démographie de la zone, l'occupation de l'espace mais aussi la création de rancœurs et de passifs relationnels entre groupes qui continuent d'impacter l'histoire moderne. Depuis la période coloniale et les indépendances, les conflits ont changé de nature, sans que soit oblitérée la mémoire des conflits du passé et que les relations entre communautés aient changé. Certains groupes qui avaient résisté à la colonisation ont été fortement affaiblis par les combats avec la force coloniale, mais aussi dans des conflits internes liés à la recherche du pouvoir. D'autres groupes, enfin, ont pactisé avec le pouvoir colonial et renforcé leur notoriété et position.

Les divers positionnements et alliances qui se sont établis et disloqués continuent parfois d'avoir des conséquences lourdes sur les conflits actuels. Avec les rébellions successives de 1963-1964, de 1991-1994 et depuis 2010, on observe une forte tendance aux replis identitaires (Sangaré, 2013) qui prennent de l'ampleur et affaiblissent dramatiquement : (i) les rapports sociaux de bon voisinage positif et de cohésion entre les groupes, (ii) les contrats sociaux inter- et intra-communautaires clés de la paix sociale au nord mais aussi dans le Gourma et ses régions voisines. Avec l'affaiblissement des mécanismes de négociation et la croissance de la corruption des fonctionnaires qui devraient assurer la gestion des conflits (Benjaminsen, 2009), les grandes fractions éclatent et les groupes commencent à se multiplier et à s'affronter. Le recours à l'armement de guerre a changé la donne et son niveau détermine à la fois le positionnement politique, les possibilités de pression et la force dans la gestion des ressources naturelles.

4.1.2. CONFLITS POUR LES RESSOURCES

Les gens ont souvent tendance à opposer sédentaires et nomades alors que les deux systèmes sont en réalité complémentaires. Les différents conflits politiques et sociaux ont conduit à une distorsion des liens entre les groupes et les facteurs de divisions ont été mis en avant, souvent d'ailleurs plus par des acteurs urbanisés des nouvelles élites politiques que par les populations elles-mêmes et leurs pouvoirs traditionnels.

L'absence d'aménagements agro-pastoraux dans certaines zones, leur faible développement ou leur état détérioré dans d'autres sont des facteurs supplémentaires de conflictualité car la situation de compétition pour les ressources qui en découle favorise l'empiètement mutuel des agriculteurs et des éleveurs sur les ressources naturelles et le foncier. Les politiques de décentralisation ont également pu modifier l'économie de la gestion des conflits dans la zone. Le pouvoir croissant des élus et de leurs conseils communaux disposant de compétences transférées a pu participer à l'affaiblissement des légitimités traditionnelles. Les litiges portés devant les tribunaux décrédibilisés par des affaires de corruption et ne disposant plus de l'autorité de la chose jugée deviennent difficiles à régler, ce qui ne permet pas de résoudre les conflits, crée des tensions supplémentaires et conduit à une dégradation des relations entre individus et groupes. Par ailleurs, le découpage territorial et une planification sur une base uniquement communale des investissements agro-pastoraux ont donné lieu à l'implantation d'ouvrages hydrauliques installés de manière non concertée et gérés de façon moins collective (Reichelt, 1977).

Les fractions touaregs et arabes du nord, mais aussi les communautés peuhles du sud, se rendent et s'installent dans le Gourma au Mali. Les conflits autour des ressources dans le Gourma sont nombreux, ce qui est lié à la diversité et à la variabilité des ressources (eaux, sols, végétation, cures salées). On peut ainsi noter les aspects suivants : (i) préséance et appropriation de la ressource par des groupes allochtones qui imposent leurs lois ; (ii) mode de gestion de la ressource qui ne tient pas compte des us et coutumes et des bonnes pratiques ; (iii) usurpation, détournement de la ressource à d'autres fins (taxations et perceptions sauvages). La pression démographique et les flux importants des arrivées des allochtones, mais aussi des groupes radicaux, ont fait du Gourma un « déversoir de populations et de cheptels ». Cette réalité a renforcé la forte charge sur les ressources et augmenté leur amenuisement et leur dégradation dans cette zone délaissée et non aménagée.

Les conflits fonciers sont très importants du fait des litiges sur les limites territoriales entre personnes, entre campements, entre villages et entre communes. L'arbitre qui devrait être là pour tout solutionner - l'état - est souvent absent et même s'il est présent, ses représentants sont incapables de gérer le conflit. Quant aux systèmes traditionnels, mis « hors circuit » par l'état, ils sont de moins en moins respectés et les autorités se laissent de plus en plus corrompre. Les conflits liés aux découpages territoriaux sont également fréquents parce que les textes sont pleins d'insuffisance et les limites entre communes souvent mal définies.

On voit ainsi se multiplier villages et fractions pour accaparer les terroirs. Les problématiques intergénérationnelles sont aussi présentes : les jeunes qui rêvent de nouveautés quittent les terroirs, rejettent le pouvoir des anciens, et cherchent des voies d'avenir qui leur permettent de sortir des comportements et pratiques des sociétés rurales, presque féodales et très « castées » qui présentent souvent des solutions inégalitaires.

4.1.3. NOUVELLES DYNAMIQUES PASTORALES, NOUVEAUX CONFLITS

Avec les changements climatiques qui affectent de plus en plus les ressources pastorales de l'ensemble des parcours pastoraux dans toute la zone sahéenne (bassin du fleuve Sénégal, ensemble du bassin versant du fleuve Niger y compris l'Haoussa, bassin du lac Tchad), on voit apparaître de nouvelles dynamiques dans les mouvements des troupeaux, avec nécessairement des redistributions dans les relations intercommunautaires. Les zones qui sont normalement des zones de pâture en saison des pluies (zones des terrasses sableuses et latéritiques) sont devenues des parcours de plus en plus frappés par des sécheresses de plus en plus prolongées. Tous les peuples qui avaient l'habitude de faire paître leurs troupeaux dans ces zones et qui les amenaient de zones en zones en fonction de l'enherbement et descendaient vers des zones plus humides en saison sèche ont commencé à descendre plus tôt et à regrouper les troupeaux dans des régions où l'herbe restait importante, et notamment les zones humides.

Les litiges et conflits entre éleveurs pour le contrôle des pâturages et des points d'eau sont devenus de plus en plus problématiques avec les conflits et les changements climatiques dans toutes les grandes zones humides du fait de l'importance des passages des éleveurs allochtones venant de l'extérieur. On trouve cette problématique dans le Gourma malien (Alphamadi, 2014), dans tout le Liptako-Gourma (y compris au Burkina Faso et au Niger) ou dans la cuvette du lac Tchad. De plus, ces pasteurs allochtones qui ne respectent pas les conventions pastorales et les us et coutumes liés à la gestion des ressources en eaux et en pâturage dans ces grands espaces de pâturage de saison sèche sont souvent très armés et n'hésitent pas à utiliser leurs armes pour accéder à l'herbe et à l'eau (Bakayoko 2017). Ainsi, par exemple, sur fond de méconnaissance des chartes pastorales locales, les chefs de villages et les responsables traditionnels (cadis, etc.) ont de plus en plus de mal à réguler ces rapports. Au Mali, par exemple, des conflits éclatent régulièrement avec les communautés peuhls Torobé du Niger qui investissent régulièrement le sud du Gourma depuis les années 2010 et empiètent sur les règles de gestion des espaces et des ressources du fait d'un référentiel culturel différent et d'une méconnaissance des règles d'usage en vigueur dans la zone.

Le bassin du lac Tchad est lui aussi au cœur de mouvements nord-sud (peulhs et Touaregs) sur sa rive nord et sud nord (éleveurs kanouri et peulhs) sur sa rive sud. Les grandes zones d'herbes dégagées par la décrue du lac et la richesse des pâturages dans les zones de forêt inondée sur le lac Tchad sont devenues des aires de replis des pasteurs et agro-pasteurs pour des séquences de plus en plus prolongées et la pression pastorale s'est considérablement accrue (Rangé, 2018). Cette pression a induit une baisse de la productivité du bétail avec la propagation de maladies tandis que le conflit a induit la disparition des services vétérinaires.

Dans ce contexte, la primauté donnée à la sécurité s'est transformée en contrainte majeure pour la mobilité du bétail. La clé de la résilience pastorale - la capacité de se déplacer - a été « enlevée de la serrure ». Dès lors, le piège s'est refermé, ne laissant comme alternative que la conquête des pâturages par les armes. Il fallait alors s'allier à Boko Haram et payer la dime pour éviter le vol du bétail, les violences sur les individus et les viols. Ceux qui ont refusé ont souvent dû quitter le monde pastoral et s'installer vers des villes comme Maiduguri, voire prendre la route de l'exil vers les pays voisins.

Le long des grands fleuves sahéens, des phénomènes de transformation de calendriers pastoraux s'observent aussi tandis que les troupeaux se réunissent plus tôt et restent plus longtemps sur les berges des fleuves Sénégal et Niger. Comme les précipitations et les zones herbeuses régressent dans les terroirs éloignés des fleuves, les troupeaux se concentrent de plus en plus tôt sur les berges et dans les dépressions d'arrière-berge. Là, le bétail se trouve confronté à la multitude des périmètres irrigués et des zones de culture de décrue. Ces zones vertes dans des océans secs deviennent vite des lieux de confrontation entre agriculteurs et pasteurs.

La captation d'espaces de pâturage complémentaire et de repli pour les troupeaux allochtones, tout comme l'exploitation du bourgou en foin, a toujours été l'objet de démarches spéculatives rendant ces espaces stratégiques pour l'alimentation animale moins accessible aux éleveurs (Région de Tombouctou, 1982). De même, les extensions de groupes sédentaires sur les zones de transhumance accentuent les effets de tension sur les relations intercommunautaires (Vincent, 2019). Si les facteurs déclencheurs de confrontation ne sont donc pas strictement identitaires et reposent sur des axes économiques, les discours se polarisent et s'enveniment autour de dialectiques communautaires avec une récupération par les groupes radicaux selon des optiques transnationales de plus en plus structurées. C'est notamment ce qu'on voit dans le sud du Gourma, avec les conflits meurtriers entre Peuhls et Dogons où les Peuhls sont ciblés soi-disant pour leur proximité avec la Katiba Macina (Sangaré, 2016), prétexte pour les attaquer et en fait prendre leur terre. Dans la zone de Menaka à l'est du Mali, on voit une dynamique à la fois différente mais apparentée de conflit entre des groupes tous pastoraux : les Daousawak sont en effet pris en tenaille entre des groupes Touaregs liés à AQMI, la mouvance de Yaad Ghali et d'autres groupes liés à l'EIGS. En effet, ils sont vus comme proches du GATIA et des signataires de l'Accord d'Alger de 2015 et donc contre les mouvements radicaux. Là encore, la guerre des pâturages et des points d'eau n'est jamais très loin de la guerre idéologique.

On a vu émerger un cinquième type de conflit né de l'introduction des productions animales dans des systèmes commerciaux et d'élevage directement liés à des élites (politiques et militaires). Ces dernières accaparent troupeaux et pâturages et qui mobilisent des bergers salariés, très armés, appliquant plutôt la loi du fusil que la négociation pour faire passer les troupeaux et régler les problèmes de passage des troupeaux dans les champs cultivés. On voit aussi émerger de nouvelles pratiques de conduite des troupeaux suite à cette introduction du pastoralisme dans des logiques capitalistes. Dans certaines zones du Mali et du Niger, les propriétaires du bétail s'allient avec des propriétaires de camions pour faire bouger le bétail rapidement et sur de grandes distances pour trouver de l'herbe, assurer ainsi des rythmes d'engraissement plus rapides et ramener les troupeaux, toujours en camion, des aires d'engraissement vers les aires de commercialisation et d'abattages proches des villes. Ceci va de pair avec l'exploitation des zones de réserve pour les pâturages de saison sèche qui sont fauchées pour que le foin soit commercialisé près des villes, tandis que les éleveurs voient leurs systèmes d'élevage et de gestion de l'espace pâturable complètement déstabilisés.

De fait, depuis l'arrivée des mouvements djihadistes au nord mali au milieu des années 2000 et le retrait progressif de l'état de bien des zones, de nouveaux mécanismes de gestion des tensions intra et intercommunautaires ont émergé. Certains de ces systèmes endogènes sont liés à des mécanismes anciens comme par exemples les conventions pastorales.

Dans ces cadres, les interactions entre structures traditionnelles et acteurs de l'état, notamment via ses éléments déconcentrés -gouverneurs, chefs de cercle- et décentralisés -mairies- sont souvent fortes. D'autres sont exogènes et liés à la présence de l'aide internationale qui essaye de stimuler des mécanismes de gestion des conflits. Les derniers à la fois exogènes et endogènes, se rattachent à la mise en place d'une justice religieuse et de mécanismes de gestion des crises dans le cadre d'une lecture stricte de la charia. Cette dernière approche est « conquérante » et n'hésite pas à se débarrasser par la force des autres mécanismes.

4.2. Les tensions au sein des sociétés pastorales : facteurs d'éclatement et de conflit

Face à la déstructuration des économies et des sociétés pastorales, à l'accroissement des différences de trajectoires socio-économiques entre les pasteurs et le reste des sociétés africaines avec une paupérisation et une marginalisation croissante des éleveurs, on a vu émerger toute une série d'évolutions (Hiernaux, 1996). On notera plusieurs dynamiques en tension. D'une part, face aux agressions auxquelles elles sont soumises, ces sociétés ont régulièrement eu tendance à revenir sur des fondamentaux avec des tentatives de renforcement du rôle des hiérarchies sociales. Ceci entraîne à la fois des tensions dans les systèmes « castés », comme par exemple entre les diverses composantes de la société touareg et des conflits intergénérationnels. Ainsi, on a vu émerger des forces intergénérationnelles centrifuges qui poussent les jeunes hommes coincés dans les mécanismes traditionnels de soumission aux aînés à quitter la société, aller vers les villes ou rejoindre des organisations qui leur donneront un nouveau rôle, comme c'est notamment le cas des groupes djihadistes. De fait, le développement d'une insécurité structurelle touchant les éleveurs plus que les autres, et l'agrandissement des fossés entre générations font des jeunes pasteurs, souvent élevés dans des sociétés qui mettent en valeur le courage et la guerre, des proies faciles pour les embrigadements par les recruteurs de l'islam radical. Grâce à la possession de smartphones, cette jeunesse pastorale n'est plus seule dans les pâturages. Elle a accès à une grande gamme d'informations et de sources de formation, mais aussi de désinformation et d'endoctrinement. Dans ces sociétés dans lesquelles avoir une arme pour protéger le troupeau contre lions et voleurs fait partie de la vie quotidienne, voire du passage à l'âge adulte, la transition du statut de berger gardien du bétail à celui de vigile défenseur du village puis de djihadiste protecteur de la foi peut se faire facilement pour un peu qu'il ait suffisamment de griefs (prises de territoires, attaques avec vols de troupeaux, bavures contre la population civile), de pertes de perspectives sur le futur et de capacités d'endoctrinement de la part des mouvements radicaux.

4.3. L'émergence des groupes d'auto-défense

L'existence de groupes d'auto-défense et de milices villageoises n'est pas une nouveauté au Sahel, mais ces derniers sont devenus une des pièces maîtresses des dynamiques sécuritaires dans de nombreuses parties des zones en tension (Antil, 2019). Au Mali, le mécanisme de mise en place de milices d'autodéfense a commencé à être réellement visible au cours de la crise des années 90 avec la création de Ganda Koï en réaction aux violences perpétrées par des groupes touaregs contre les membres de la communauté songhaï après l'éclatement du Front Uni des Peuples de L'Azawad, structure qui revendiquait une meilleure prise en compte des besoins du nord du Mali dans le développement national. Les confrontations entre les rebelles Touaregs et les milices Ganda Koï ont été assez meurtrières. Un accord de paix et de réconciliation conclu en 1995 entre Touaregs et Ganda Koï a été finalement signé sous les auspices du président malien Alpha Oumar Konaré en mars 1996.

En 2005, ce mouvement - premier groupe d'autodéfense créé dans la zone - éclate en plusieurs groupes lors des tensions avec les Touareg et une deuxième branche, Ganda Iso, est créée. Après avoir été assez proche des islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) durant la période 2011-2012, la milice Ganda Iso rejoint les signataires de l'Accord d'Alger mais reste un électron libre entre les deux grandes composantes face au gouvernement de Bamako. Les milices d'auto-défense villageoises restent des acteurs clés de la sécurité dans les zones pastorales mais sont dès lors parties prenantes intégrales des grands débats nationaux sur l'ordre et la sécurité.

L'émergence de confrontations ultra-violentes entre communautés peuhls, dogons, bozos, songhaïs et bambaras, notamment entre Peuhls et Dogons dans le sud de la Région de Mopti, a atteint en 2019 des niveaux dramatiques. Certes, ces confrontations ne sont pas nouvelles (Gallais J. 1974), et ont déjà atteint des niveaux très graves en 2017 et 2018, notamment entre éleveurs Peuhls et Daouassahak, induisant des efforts de la communauté internationale pour « calmer le jeu ». Depuis les atrocités d' Ogosagou de 2019 dans la région de Mopti, les confrontations intercommunautaires, avec l'intervention des groupes de chasseurs traditionnels dogons organisés en mouvements armés d'autodéfense, se sont multipliées, impliquant les milices villageoises, notamment les Dan Na Ambassagou (en dogon : « les chasseurs qui se confient à dieu »³), un groupe d'autodéfense de chasseurs dogons fondé en 2016 au Mali.

Au Burkina Faso, suite à des massacres, des groupes d'autodéfense appelés « Koglweogo » ont fait leur apparition en 2014 (Dupuy, 2019) . Face à une insécurité grandissante, des villageois du plateau central Mossi se sont constitués en groupes d'autodéfense afin de lutter en premier lieu contre le vol de bétail. Les pratiques de justice populaire ou de lynchage public ne sont pas une nouveauté au Burkina Faso, de même que les organisations locales de sécurité faisant appel à des citoyens « ordinaires ».

La création de groupes d'autodéfense « Koglweogo » sur un modèle formalisé et hiérarchisé est toutefois récente mais, depuis 2014, le nombre de villages possédant leur groupe d'autodéfense Koglweogo ne cesse d'augmenter, ceux-ci s'étant même implantés au sein de la capitale, Ouagadougou. Cette situation, aggravée par l'influence de groupes armés venant du Mali, provoque un climat de peur. Les Peuhls se disent victimes de stigmatisation de la part des miliciens qui les associent au prédicateur malien peulh Amadou Kouffa. Même l'armée burkinabè est accusée par l'ONG Human Rights Watch (HRW) de soumettre les Peuhls à des exactions. Au Burkina Faso comme au Mali, les groupes pastoraux sont de plus en plus victimes de ces nouveaux acteurs armés de la scène sahélienne (Pellerin, 2022).

4.4. La complexité des dynamiques transfrontalières

Zones frontalières, excentrées des pôles de richesse et de pouvoir, en contact avec des zones similaires elles-mêmes excentrées, ces régions particulières posent de nombreux problèmes, conséquence de la négligence qui les a souvent affectées (Rouppert, 2014). « Le vide de l'État, c'est l'oxygène du terrorisme ». Les espaces transfrontaliers du Sahel sont d'abord et avant tout des espaces éloignés des centres de pouvoir et de développement économiques, souvent peuplés de groupes peu intégrés dans l'espace national et confrontés à des difficultés logistiques majeures. Les espaces transfrontaliers du sud du Mali avec la Côte d'Ivoire ne sont pas vus comme des espaces transfrontaliers difficiles alors que ceux du nord entre Mali et Mauritanie, Mali et Algérie, Mali/ Niger ou encore Burkina Faso, Niger et Tchad le sont. Géographies difficiles marquées par la marginalisation économique et politique, les zones transfrontalières sont avant toute chose des zones de tensions entre centres et périphéries. Dans ces régions, les routes pastorales font en général fi des frontières tracées lors des décolonisations qui ne tiennent aucun compte des routes et territoires pastoraux. Pour toutes ces raisons, ces zones transfrontalières ont toujours été - dans tous les contextes et sous toutes les latitudes - des zones de trafics, sur la base de différentiels de prix, de taxes à gérer et d'interdits à contourner. Il existe en effet une véritable « économie illégale » des zones transfrontalières. Dans celles qui nous concernent, le danger apparaît :

- Quand cette économie clandestine rencontre « l'économie des guerres civiles » et qu'elle y contribue. Dans ce cadre, la question qui se pose face aux enjeux de contrôle des zones transfrontalières pour les faire rentrer dans l'espace national est la suivante : comment gérer les espaces de non-droit où se développent les trafics ? ;
- Quand l'État et les services de base sont quasiment absents ;
- Quand, dans ces zones gangrénées par la corruption, les possibilités d'offrir aux citoyens les bénéfices d'une gouvernance juste et intègre sont très limitées.

Ainsi, au fil du temps, de nombreuses tensions se sont manifestées dans ces zones transfrontalières. Comment résoudre en effet les conflits qui existent dans ces régions où l'appareil régalien du « centre » est discrédité par des années d'oubli et où la confiance entre le centre et la périphérie est en partie brisée ? L'équation politique entraîne d'ailleurs souvent une distorsion des perspectives dans ces régions périphériques où les conflits intracommunautaires font fréquemment plus de victimes que les attaques djihadistes et où l'absence de loi et d'ordre permet que règne la « loi du Far West ». Or, le brigandage et les vols (de plus en plus en violents) sont bien plus dommageables aux populations que les attentats qui visent souvent de façon très ciblée les acteurs militaires (nationaux et internationaux) ou les représentations régaliennes de la force publique.

Trois concepts clés ont émergé pour mieux appréhender les espaces transfrontaliers (frontières, espaces frontaliers, territoires) et leurs enjeux :

- Il est important de garder en mémoire combien sont artificielles et souvent peu visualisables les frontières (artificielles car tracées sur des bases ne tenant compte ni des logiques communautaires, ni des logiques pastorales). Dès lors, le respect de la délimitation des frontières est avant tout une question relevant d'un choix politique « hors sol » ;
- Qu'en est-il alors de la définition d'espaces frontaliers : est-ce « plus ou moins 3-4 km de chaque côté de la frontière » ou l'espace affecté par cette frontière, notamment pour son économie ?
- Pour les populations, pour qui l'accès aux territoires est toujours le résultat d'efforts de négociations permanentes, l'enjeu est celui du territoire, sur lequel un minimum de droit d'usus et d'abus peut être exercé. De fait, de nombreux territoires se trouvent *de facto* transfrontaliers.

Se pose alors la question des territorialités trans-étatiques et des mobilités sur des échelles variées dépassant largement les 3 kilomètres dits « frontaliers ». Ceci permet de penser différemment les différents positionnements des acteurs :

- État central dans les zones transfrontalières : dans la région, à partir du moment où le risque de conflit armé avec les voisins a disparu, l'espace de réflexion stratégique au-delà de celle de l'économie régionale n'est plus que la gestion des « zones refuges » et des « droits de poursuite » ;
- Usagers de la frontière : ceux qui utilisent les effets de frontières (échanges, trafics, refuges) ;
- Populations frontalières : ils la codifient, la gèrent, l'investissent comme zone refuge.

Ceci permet d'identifier un certain nombre de pistes de réflexion et d'action, notamment autour des questions de décentralisation avec les différentes étapes de régionalisation, de renforcement des mairies mais aussi les politiques variables autour des niveaux intermédiaires (districts, cercles, etc.). Au niveau de ces espaces régionaux, des règles d'échange, de mouvement, de fiscalité et de surveillance peuvent être édictées, de même que le renforcement des mécanismes transfrontaliers de gestion des mouvements, import-export, gestion du risque zoonositaire, etc. Les solutions sont connues, mais c'est au niveau de la définition des modalités et surtout de la mise en œuvre que l'on rencontre des difficultés. Dans ces régions transfrontalières, il s'agit en réalité de voir comment rendre des services aux populations :

- Accompagnement du pastoralisme et des mouvements transfrontaliers des troupeaux ;
- Gestion des nappes phréatiques transfrontalières ;
- Prévention et gestion des pestes à dynamiques transfrontalières ;
- Protection contre les pillards qui peuvent fuir en passant la frontière ;

Initialement très déconnectée des enjeux du nord, une nouvelle crise se développe dans le centre du Mali à partir de 2015 avec de nombreuses opportunités de contamination au Burkina Faso et au Niger déjà confirmées sur le terrain et avec un risque aggravé de propagation plus au Sud vers le Bénin et vers les pays du Golfe de Guinée. Ancrée sur la fascination des Peuhls pour le mythe de la Dina et l'empire du Macina du 18^{ème} siècle (empire soufi mais de fait régi par une application rigoureuse de la *charia* malikite et qui sera lui-même défait par les troupes toucouleurs d'El Hadj Oumar Tall), portée par un religieux charismatique - l'Imam Kouffa, et s'appuyant sur l'importante présence peuhl au sein du MUJAO sur Gao durant la période 2011-

2012, la Katiba du Macina s'appuie sur l'absence de l'État au centre du pays.. Or, ce vide continue de s'accroître avec les écoles qui ferment, mais aussi les chefs de villages et les élus menacés, voire assassinés. A ce vide s'ajoutent les frustrations résultant d'une administration corrompue et les « bavures » commises par les forces de sécurité maliennes. Cette situation atteindra des sommets en juillet 2019 avec la décapitation d'imams très respectés, diffusée par vidéo. Les tentatives des Forces Armées Maliennes (FAMA), du G5 Sahel et de Barkhane pour réduire ces violences ont jusque-là systématiquement échoué, sans doute du fait que la population, si elle n'adhère pas nécessairement aux objectifs religieux de la Katiba, lui transfère néanmoins des informations sur les mouvements militaires. La principale raison du développement de la Katiba du Macina est le rejet de l'État car la volonté de mettre en place des pratiques de type *charia* reste très limitée au sein des populations. On voit par ailleurs réapparaître des pratiques de taxation sur le bétail et l'accès aux bourgoutières qui sont à la croisée de « zakat révolutionnaires », de la remise en place des systèmes de gestion foncière de la Dina et de taxations mafieuses. L'apparition de pratiques de violence extrême importées pose enfin des questions sur les ramifications en cours dans la sous-région, notamment au Niger.

L'explosion de la violence au Burkina Faso est un des faits clés des sept dernières années. Longtemps assez épargné des effets du radicalisme du fait de l'implication du gouvernement burkinabé dans les efforts de paix au Mali (et donc refuge pour de nombreux responsables), le Burkina Faso s'est trouvé emporté dans une vague complexe de violences à la fois religieuses et communautaires qui s'est aggravée avec la multiplication des milices villageoises et des groupes d'autodéfense. De fait, cette violence a très vite contaminé le Niger voisin, avec des groupes burkinabés faisant d'abord des incursions au Niger puis s'y installant durablement en liaison avec les groupes radicaux burkinabés et maliens des zones qui entourent la région de Tillabéri et le territoire en direction de Tahoua.

La porosité entre tous ces groupes est l'un des faits importants dans tout le Sahel. Les alliances - souvent réversibles et opportunistes qui se lient entre les groupes - touchent autant les enjeux de conduite tactique des opérations que ceux liés au partage des nombreux trafics de la zone et aux liens anciens associés aux partages de ressources pastorales dans toute la région. Les liens entre économies pastorales, liens familiaux et économiques entre groupes partageant les mêmes écosystèmes, dynamiques du conflit, brigandages et recherche opportuniste ont permis de nombreuses alliances. La même connaissance des territoires et des pratiques de la guerre du désert et dans les zones sableuses et arides a permis une certaine interopérabilité tactique dans certaines attaques. Celles-ci sont à la fois le résultat de l'histoire des anciens conflits qui ont émaillé depuis des siècles tout le Sahel, du conflit des années 90, des phases de tension post-2010 et de nombreux liens individuels entre certains chefs et entre certaines communautés.

Cinq points contextuels majeurs émergent dans cette zone du Liptako Gourma :

- les trajectoires personnelles des chefs et leurs ancrages socio-culturels ont pour l'instant permis d'éviter une trop grande synergie entre les groupes qui se réfèrent idéologiquement à AQMI GS et ceux qui se réfèrent plus à l'État Islamique au Grand Sahel, mais ceci peut basculer, notamment si certains de ces *leaders* sortent du jeu ou si la situation internationale de ces mouvements évolue ;
- l'apparition d'une économie du métier de guerrier depuis 2012 dans la sous-région, avec un accès aux ressources, aux armes et au prestige, porte un potentiel de déstabilisation majeur dans une zone où les opportunités de vie (emploi, statuts, accès aux pouvoirs) sont très restreintes par le contexte naturel et économique ainsi que du fait des relations sociales et intergénérationnelles ;
- L'apparition d'une dynamique d'économie politique autour de l'implication/rejection des Accords d'Alger de 2015 par les groupes armés. L'adhésion ou non à ces accords, les variations de cette dernière sont autant de marges de manœuvre pour l'accès à la fois à la visibilité et aux moyens que cet accord tente de mobiliser.

- De plus, derrière les interactions politiques classiques entre ses différents groupes se posent à la fois des questions de contrôle des territoires (à base pastorale, mais aussi contenant d'autres ressources, notamment de l'or (région de Kidal, Gourma) et de leurs interactions avec les groupes radicaux ;
- la multiplication des conflits intercommunautaires, que ce soit pasteurs-pasteurs ou pasteurs-agriculteurs, avec des cycles de vengeance et de contre-vengeance facilités par l'armement de plus en plus important de tous. Cette dynamique porte en elle-même un fort potentiel d'embrassement ;

Le conflit malien, né au Nord, descendu vers le centre et l'est (Liptako Gourma) étend ses métastases à des zones de plus en plus grandes dans les pays concernés. Au Niger, la contamination à Tahoua est déjà un élément connu. Il faut donc être vigilant face aux risques de contamination zone après zone et aux effets « taches d'huile ».

Crises de l'est : le lac Tchad et les défis de Boko Haram

La crise du lac Tchad, qui affecte la région de Diffa, touche le Niger depuis le début des années 2010. Diffa est très éloignée de la capitale (environ 1350 km) qui a toujours été plus tournée vers le Tchad et le Nigéria que vers Niamey. Région très riche, notamment par son attractivité agro-pastorale, elle peut utiliser la multitude des ressources du lac et des échanges tant avec N'Djamena qu'avec Maiduguri ou même Niamey. La problématique de cohabitation inter-ethnique et de gestion négociée des ressources dans la région du lac est fortement mise en danger par la « kanourisation »³ de Boko Haram, ainsi que par les contraintes imposées par l'armée et l'administration nigériennes (sur les îles, les zones de pêche, etc.). La militarisation de la zone (force multilatérale, armée tchadienne en droit de poursuite, forces nigériennes), aussi importante soit-elle, ne réduit que partiellement la capacité de nuisance d'un acteur mobile, bien implanté, connaissant bien le territoire, et qui terrorise les populations civiles. C'est autour de la présence de cette force qu'ont été lancés les premiers efforts de coordination civilo-militaire au Niger. Le fait que la zone soit plus orientée vers Borno que vers Niamey rend l'influence de l'État nigérien plus difficile à faire ressentir. Le Naira, devise nigérienne, prédomine sur le FCFA dans les échanges commerciaux⁴.

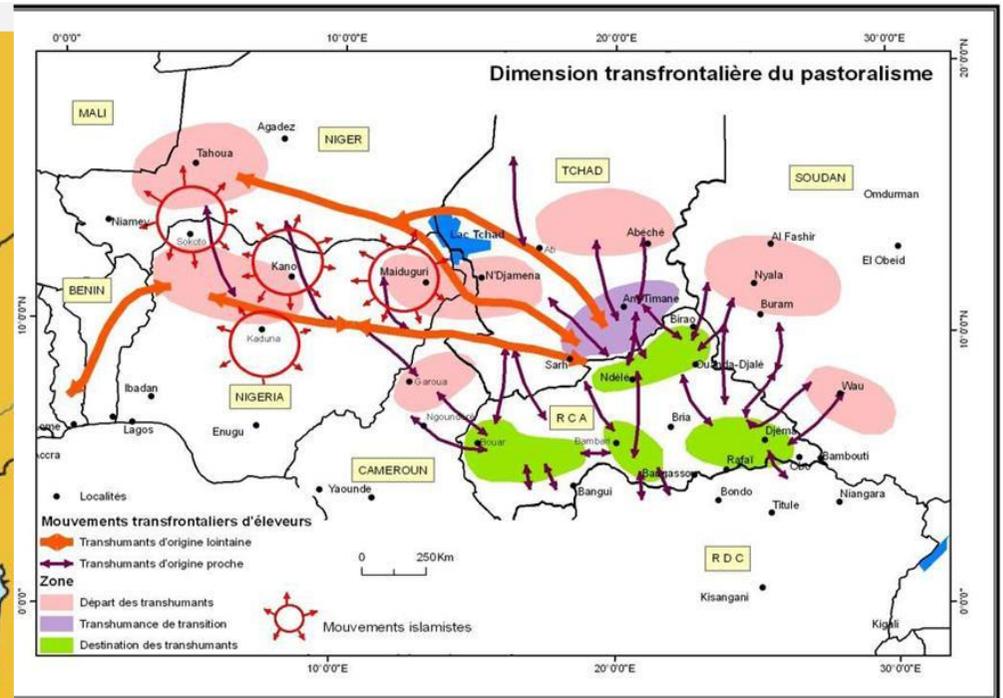
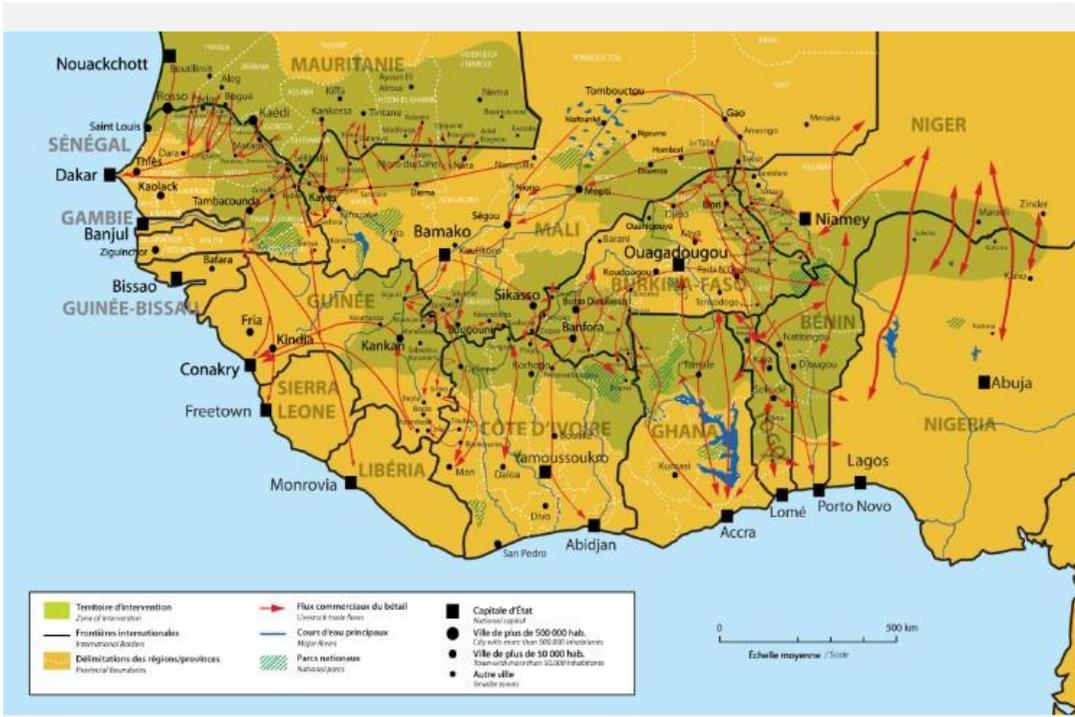


Élevage caprin en zone péri-urbaine au Mali

³ Renforcement de l'identité Kanouri dans le mouvement

⁴ <https://www.risisgroup.org/fr/africa/west-africa/niger/245-niger-and-boko-haram-beyond-counter-insurgency>

LE PASTORALISME AU SAHEL : À LA CROISÉE DES CHEMINS



ACTING FOR LIFE

Ces deux cartes qui se recouvrent partiellement montrent l'importance de la présence des flux d'animaux dans toute la sous-région (période 2018-2020).

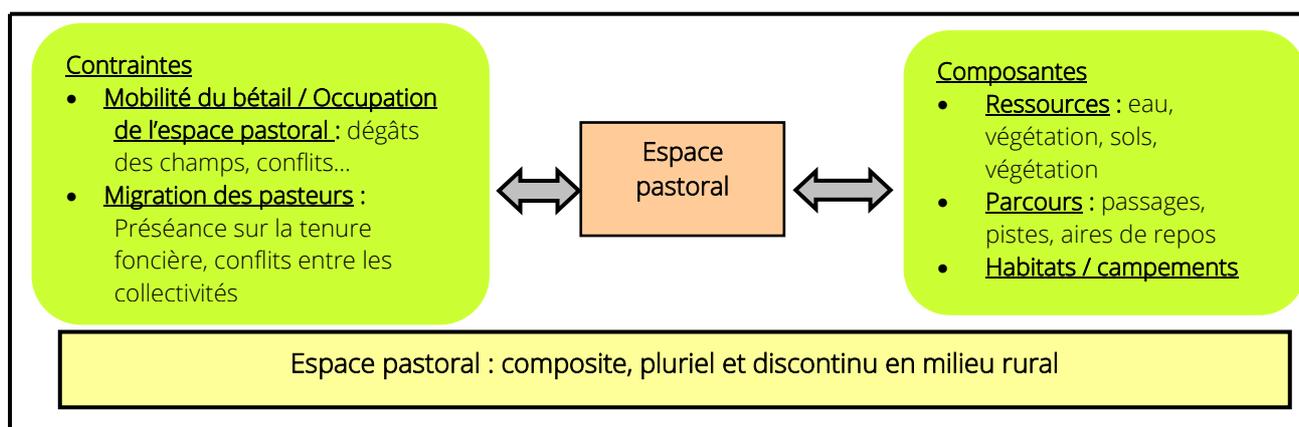
4.5. Comprendre pour agir : gestion des conflits

Le tableau ci-dessous présente une typologie des conflits et des modes de gestion qui ont émergé au fil du temps.

Tableau : Typologie des conflits et des modes de gestion

Nature du conflit	Acteurs du conflit	Cause du conflit	Mode de gestion	Remarque
Tenure foncière	Entre agriculteurs	- Appropriation de terres, héritages - Délimitation litigieuse de parcelles	- Médiation sociale - Recours aux us et coutumes traditionnels - Application des conventions locales - Application du code foncier - Application de la Loi d'Orientation Agricole (LOA)	Conflits anciens
	Entre agriculteurs et éleveurs	Occupation des espaces pastoraux par les cultures		
	Entre éleveurs	Implantation/gestion anarchique des puits et puisards		
	Entre autorité et population	Urbanisation et titre de propriété/d'occupation découpages territoriaux (insuffisance des textes) décentralisation		
	Entre populations allochtones-autochtones	Implantation/gestion anarchique des camps allochtones par rapport aux camps locaux et aux mares	Non-respect des règles des communautés d'accueil	Conflits nouveaux
Gestion des ressources naturelles	Entre agriculteurs et éleveurs	- Occupation des espaces pastoraux - Divagation de troupeau sur terre agricole - Feux de brousse - Dégradation des plaines à fonio	- Médiation sociale - Recours aux us et coutumes traditionnels - Application des conventions locales	Conflits anciens
	Entre éleveurs et exploitants forestiers	Exploitation des ressources ligneuses et herbacées (bois, herbes)	- Médiation sociale - Recours aux us et coutumes traditionnels	Conflits nouveaux liés à la compétition croissante
Violences et insécurité	- Bandits armés - Groupe armés - Éleveurs	- Vol d'animaux - Braquage - Menace et attaque - Occupation violente de l'espace pastoral - Taxation indue et racket	- Intensification des rencontres inter- et intra-communautaires - Dynamiser les ressources et acteurs de médiation	Nouveau conflit (à partir de 2010-2012)
Conflit intercommunautaire	- Les communautés socio-professionnelles et ethniques	- Crise de <i>leadership</i> - Concurrence socio-économique exacerbée - Stigmatisation sur base ethnique	- Intensification des rencontres inter- et intra-communautaires - Présence, capacité et impartialité	Nouveau conflit (à partir de 2010-2012)

Dans l'ensemble du Sahel, la dimension de l'espace pastoral mérite une grande attention car l'élevage est l'activité économique la plus importante. Son aménagement et sa bonne gestion permettraient de faire du Sahel un espace de convivialité et de vivre ensemble. Ce schéma synoptique donne une idée de l'espace pastoral :



4.6. Typologie et zonage des facteurs de la violence

Quatre types principaux de conflits et de risques de violences ont été identifiés dans toute la zone sahélienne:

- Conflits intercommunautaires (liés à la gestion des ressources) ;
- Banditisme et coupeurs de route (liés à la situation économique) ;
- Djihadisme et terrorisme (liés à des confrontations politiques, militaires et parfois sociétales) ;
- Conflits interreligieux (notamment entre populations chrétiennes (minoritaires dans la zone) et musulmanes, mais aussi et surtout entre groupes ayant des visions différentes de l'Islam).

Ces différents conflits et facteurs de risques se combinent pour représenter une menace qui est perçue différemment selon les types de populations.

Certains conflits restent relativement peu compris, même s'ils intègrent la plupart des composantes « pastorales » au sein des dynamiques de violence. On classera dans cette catégorie les conflits qui, depuis 15 ans, affectent la communauté Daouassahak de Ménaka. Traditionnellement considérés comme des nobles fortunés au sein de la confédération des Ouelleminden, ses membres tentent de rester sur leurs espaces de la région de Ménaka à la frontière avec le Niger où ils sont confrontés à de nombreux problèmes avec les groupes pastoraux peuhls de la zone. Ils font tout pour rester ouverts à toutes les alliances et sont relativement bien présents dans le Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA qui, *de facto*, lutte contre les mouvements djihadistes radicaux, et notamment contre l'EIGS). Les conflits et les massacres de civils se sont multipliés dans cette zone, avec des cycles dramatiques de vengeance entre Peuhls et Touaregs qui s'inscrivent plus dans cette problématique que dans une confrontation ethnique, même si les enjeux de captation des territoires sont souvent sous-jacents. En effet, ces acteurs-là restent très ancrés sur des enjeux locaux et pastoraux et sont aussi dans une situation très tendue avec les éleveurs peuhls, les deux communautés étant en forte compétition pour les pâturages et les points d'eau.

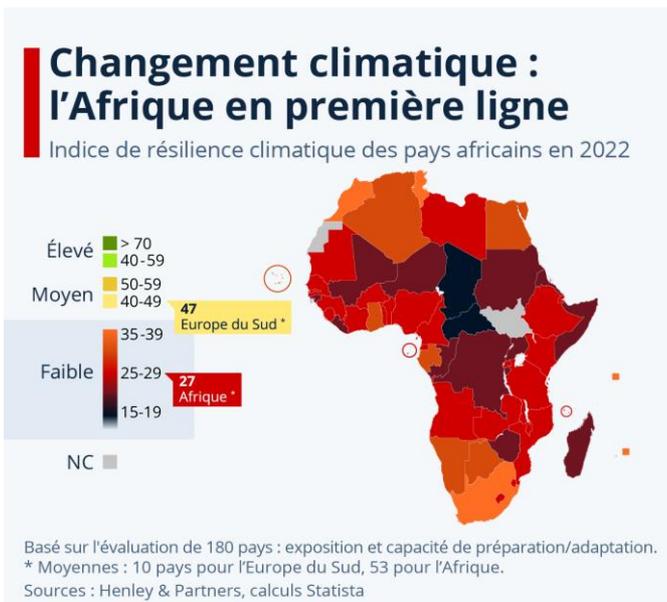
4.7. Risques accrus avec les changements climatiques

Dans toute la bande sahélienne, les changements climatiques, les dégradations environnementales et les tensions au sein des sociétés sont en interaction (Panthou *et al.*, 2014.), ceci touchant presque tous les

aspects de la vie tant rurale qu'urbaine. Mais l'Afrique et notamment le Sahel sont très exposés à ces changements climatiques et à leurs conséquences agro-économiques, sociales, voire politiques

Modification des régimes pluviométriques (cumul et répartition). Globalement la pluviométrie annuelle semble plutôt à la hausse depuis quelques années, après la tristement célèbre sécheresse des années 70 et 80. Cependant, la variabilité spatio-temporelle devenue préoccupante depuis le début des années 90 (VanDICK, 1995), s'est encore amplifiée. L'intensification des événements pluvieux, le démarrage tardif de la saison des pluies, l'augmentation de la fréquence et de la longueur des « dry spell » (périodes de sécheresse à l'intérieur de la

saison des pluies qui impactent durement la campagne agricole), ou encore l'incertitude de la durée de la saison des pluies, induisent des risques majeurs sur les activités agro-sylvo-pastorales (Pathou & all, 2014).



Modification significative du cycle de l'eau avec des dynamiques très variées sur le couvert végétal, l'évolution des niveaux des nappes et de l'accès à l'eau à la fois pour les établissements humains et les activités agro-sylvo-pastorales.

Les questions des **inondations et des phénomènes climatiques violents** sont d'actualité dans tout le contexte sahélien, toujours en lien avec les changements climatiques. Alors que, d'un côté, les écosystèmes souffrent du problème de sécheresse et de disparition des plans d'eau dans certaines zones, toutes les régions de berge des fleuves ou parcourues par des *oueds* (cours d'eau temporaires) et en aval des *khouris* (ravines) sont touchées par des risques d'inondation. Si, en général, les grands troupeaux transhumants sont dans les pâturages de saison des pluies loin des cours d'eau, il arrive que des crues désaisonnées touchent des troupeaux appartenant à des agriculteurs ou des agro-pasteurs. Lorsque l'intensité de pluie est trop élevée, le volume d'eau dépasse la capacité d'infiltration du sol et l'eau commence à ruisseler. La dégradation des sols et l'apparence croissante de cuirasses rocheuses, et latéritiques, la perte de couvert végétal ainsi que l'imperméabilisation des sols dans et autour des centres urbains réduisent les surfaces d'infiltration de sol, ce qui accélère le ruissellement vers les points bas. Dans ces situations, les inondations surviennent avec des conséquences néfastes sur l'habitat, l'agriculture, l'élevage, l'environnement et l'économie. Cette situation de raréfaction des ressources en eau, disponibles au bon moment, transforme également le fonctionnement traditionnel des sociétés. C'est ainsi que les puits pastoraux, jusqu'alors accessibles à tous, font peu à peu l'objet d'appropriation, aux droits d'accès restreints, voire de systèmes productifs privés pour la marchandisation de l'eau. En somme, tensions, inégalités et conflits sont aussi des conséquences indirectes des changements climatiques et dégradations environnementales. La capacité des sols sahéliens à produire les fourrages nécessaires aux troupeaux est essentielle, mais ces sols se sont souvent fortement dégradés en raison des pratiques humaines et des événements météorologiques extrêmes à fort potentiel érosif. La dégradation des sols est de fait le résultat de boucles de rétroaction inquiétantes, certaines activités anthropiques entraînant des vulnérabilités accrues des sols :

- au Sahel, la plupart des systèmes pastoraux montrent une grande dépendance aux « pâturage arborés » : acacias broutés par le haut par les chameaux, par le bas par les chèvres, branches coupées pour nourrir ovins et bovins, etc. La coupe des arbres (y compris pour l'affouragement du bétail) entraîne la diminution des éléments minéraux extraits par les racines et relâchés au pied des arbres lors de la chute des feuilles ;
- le surpâturage avec effets physiques (arrachage des herbes grâce à la dentition des ruminants) et biologiques (réduction de la production de biomasse) qu'aggrave le compactage des sols lié au passage régulier et important des troupeaux. Les difficultés rencontrées par les éleveurs pour trouver des itinéraires de transhumance dans les zones d'action des groupes armés ou dans les régions où l'agriculture gagne du terrain sur les zones de pâturage aggravent dramatiquement ces dégradations en concentrant les troupeaux dans des espaces de plus en plus réduits ;
- la coupe des herbes de brousse pour la construction (herbes à paillottes) ou la production de fourrage qui sera soit stocké, soit vendu en ville.

Les restitutions de fumier - clé de la relation entre éleveurs et agriculteurs dans une grande partie de la zone sahélienne - deviennent de plus en plus limitées par l'évolution négative des pratiques de parage des troupeaux en zone agricole (contrats agro-pasteurs en déshérence, foncier de plus en plus contraints, compétition croissante entre les groupes pastoraux et les agriculteurs pour le contrôle du foncier, etc.). Les dynamiques de dons/contre-dons entre fumier et lait d'un côté, céréales de l'autre, clé d'un lien social fort, vont de plus en plus à vau-l'eau, remplacées par des pratiques essentiellement monétarisées. L'augmentation des surfaces agricoles sous la pression de la démographie entraîne une remontée des fronts agricoles pionniers vers le Nord, donc vers les zones pastorales. Dès lors, le risque de conflit croît considérablement.

4.8. Groupes pastoraux et radicalisme international

L'arrivée des survivants du GSSM algérien au nord du Mali dans les années 2005-2006 était largement restée sous les radars. L'émergence de mouvements comme Ansardine dès 2011, puis Al-Mourabitoune ou le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) de Yad al Ghali se sont inscrits dans des jeux complexes d'alliance et contre-alliance entre les différentes composantes touareg, avec ou contre les Peuhls. L'arrivée de la Katiba Macina dans le centre malien (Tobie, 2017), basée sur le mythe de l'Empire du Macina du 18^e siècle, son islam rigoureux bien que soufi, et la grande révolution agraire dans le système pastoral de la Dima, ont commencé à perturber les équations « religion/élevage » (Sandor, 2017). Les jeux nouveaux d'AQMI, de l'État Islamique au Grand Sahel (Demuyne & Coleman, 2020), voire de Boko Haram et de mouvements moyen-orientaux via des émissaires et du trafic d'armes, sont devenus dévastateurs pour les populations. Cette équation nouvelle, qui fait tache d'huile au Niger, au Burkina Faso et de plus en plus vers les pays du golfe de Guinée, suivant les routes du trafic du bétail, fait partie des évolutions à suivre par rapport à la crise au Mali qui a en effet largement débordé aujourd'hui sur le Niger dans les zones proches de la frontière.

4.9. Le rôle particulier des forces de sécurité

Une des composantes clé de la conflictualité actuelle dans la zone est la présence de Forces de sécurité très diverses, à mandat parfois complémentaires, parfois en tension entre elles. Une partie de ces forces de sécurité est composée de nationales : il s'agit des Forces Armées de chacun des pays, avec leurs composantes « forces spéciales » et leurs composantes armée classique. Ces forces nationales coexistent avec divers mécanismes internationaux : la Force G5 Sahel composée de déploiements des différents pays sahéliers (y compris Mauritanie et Tchad), la MINUSMA au Mali, la Force Internationale Conjointe (FIG) dans la zone Boko Haram au Niger. La Force Barkhane française et la *Task Force* européenne Takouba ont joué un rôle important jusqu'à leur retrait en 2022 (ICG, 2017). De nouveaux acteurs se sont insérés dans les dispositifs nationaux, et notamment ceux soutenus par la Russie, coopérants militaires classiques et mercenaires du groupe Wagner. Le dispositif sécuritaire s'appuie aussi sur les Polices et gendarmeries nationales qui comportent à la fois des dispositifs spéciaux (de type GIGN) et des dispositifs classiques pour le maintien du droit et de l'ordre, en relation avec le reste de la chaîne pénale. Tous ces mécanismes doivent fonctionner et donc être déployés dans les zones en crise des pays qui sont en grande partie des zones pastorales et agro-pastorales. Les interactions entre ces différents dispositifs et les sociétés rurales pastorales sont donc permanentes. Et c'est là que souvent le bât blesse. Une grande partie des forces de sécurité dans un pays comme le Mali sont extérieures aux zones et aux sociétés dans lesquelles elles interviennent et sont souvent fortement influencées par les stéréotypes négatifs contre les éleveurs. Dans toute la zone, les préjudices anti-peuhls qui prévalent au sein des forces armées rendent possible de nombreuses bavures. Au Mali comme en RCA, les exactions conduites par les Forces Wagner contre les Peuhls, mais aussi des milices d'auto-défense au Mali et au Burkina Faso sont maintenant bien documentées. De plus, dans de nombreux cas, les déploiements militaires ou de gendarmerie appelée à l'aide lors de massacres intercommunautaires ont été très lents à rejoindre les zones concernées : entre défaillance de la chaîne de commande, capacités logistiques limitées et mauvaise volonté, le fait est là : les forces qui devaient assurer la sécurité des populations arrivent toujours trop tard et ne trouvent que cadavres, huttes brûlées et populations traumatisées. Les acteurs de ces crimes, souvent connus des populations et des services de police sont rarement inquiétés, notamment si les victimes sont des pasteurs et que les auteurs des crimes sont issus soit des groupes d'auto-défense, soit des forces armées et de leurs alliés. Cette permanence des retards et la culture d'impunité qui s'est construite sur ces faits contribuent au développement d'une grande réticence de la part des groupes pastoraux, qui les retirent progressivement des interactions avec les institutions nationales et locales et les fait parfois se rapprocher des groupes radicaux. Et le cycle de la violence s'est ainsi mise en place.

5. UNE APPROCHE NÉCESSAIREMENT MULTI-DIMENSIONNELLE

Les contextes institutionnels et économiques dans lesquels pastoralisme et conflits sont en interaction jouent un rôle essentiel et sont des clés de la réflexion stratégique sur la gestion de la zone et sur les confrontations de plus en plus dures qui l'affecte (République du Mali, 2017). Les grandes sécheresses de 1974 et de 1983 ont amené les différents gouvernements de la bande sahélienne à prendre des dispositions pour faire face aux conséquences éventuelles de ce qu'on appelait alors « la désertification ». Ces sécheresses et celles qui les ont suivies ont occasionné pénuries alimentaires et décapitalisations importantes des systèmes pastoraux, ce qui s'est traduit par des crises nutritionnelles et des mouvements importants vers les villes.

La prise en compte des questions pastorales dans les mesures de prévention et de réponse à ces situations de crise est très variée et dépend largement de la puissance des appuis institutionnels dont peuvent bénéficier les groupes pasteurs (Diakité, 2016):

- **Au Mali**, le centre de gravité du pouvoir est ancré dans les populations agricoles du sud : les populations pastorales (Touaregs, Arabes ou Peuhls) sont confrontées à de nombreux stéréotypes négatifs et sont souvent craintes par les peuples agraires. Les budgets de développement ont été fortement orientés vers la partie sud (axe Bamako – Sikasso) tandis que les zones pastorales du centre, de l'est et du nord ont été depuis très longtemps largement sous-dotées ;
- **Au Tchad**, le pouvoir est dans les mains de groupes pastoraux du nord du pays dont les troupeaux descendent chaque année jusqu'aux limites sud du pays. Les questions pastorales et les droits des éleveurs bénéficient d'une attention très spécifique des cercles proches du pouvoir, avec le risque d'un déficit d'attention aux enjeux du sud agricole et dominant au niveau démographique ;
- **Au Niger**, l'importance des espaces pastoraux qui sont majoritaires en termes de surface dans l'espace national, et le poids démographique donc politique des éleveurs, ont amené une attention toute particulière aux enjeux pastoraux de la part des gouvernements, qui par ailleurs ont souvent intégré dans leurs rangs d'anciens rebelles souvent eux-mêmes issus de groupes pastoralistes.

Plusieurs catégories d'actions ont pu être repérées et sont réparties dans différents ministères aux périphéries variables selon les pays. On trouve notamment :

- **Des politiques destinées à favoriser l'accroissement et la diversification de la production agrosylvopastoral et halieutique**, afin d'accompagner des dynamiques existantes que l'on observe dans toute la zone avec une recherche de résilience basée sur une diversification des productions pour répartir les risques et optimiser la mise en valeur durable des ressources
- **Des activités de promotion de l'élevage mais avec des approches assez différentes**. Dans certains cas, dans l'optique de diminuer voire éliminer la mobilité des pasteurs, les autorités publiques tentent de promouvoir l'aménagement de zones pastorales pour y stimuler un élevage plus intensif et intégré avec fourniture de services d'appui, mais aussi pour mieux contrôler les mouvements des groupes pastoraux. Dans d'autres, il s'agit d'accompagner les mouvements avec l'aménagement des corridors de transhumance et des points d'eau ;
- **Des politiques de gestion des ressources naturelles et foncières** avec la mise en place de codes fonciers, de politiques de mise en réserve et de reboisement (la Grande Muraille Verte) ;

- Des efforts de renforcement des mécanismes de gestion des conflits et de développement des stratégies nationales pour la mise en place de systèmes de prévention des catastrophes (sécheresses, inondation, invasions acridiennes) à travers les prévisions météorologiques, la mise en place de systèmes de communication sur la pluviométrie via les réseaux sociaux, la mise en place de stocks de fourrage pour les périodes de soudure pour le bétail, etc.) ;
- Un travail sur la structuration des filières et chaînes de valeur des produits animaux issus des systèmes pastoraux, avec des actions sur le lait, la viande, le cuir avec une implication forte du secteur privé et des acteurs des mouvements coopératifs. L'un des enjeux sera d'assurer la fixation optimale de la valeur ajoutée au niveau des éleveurs et de limiter l'emprise d'une spéculation forte et extractive sur les activités pastorales.

Les pays se sont dotés d'administrations régaliennes (Penu, 2021) pour faire face à ces enjeux avec différents formats : ministères de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Hydraulique pastorale, etc. Les responsabilités des institutions issues des décentralisations (Régions, Mairies, Conseils intercommunaux, etc.) jouent des rôles essentiels dans ces politiques, notamment via l'importance croissante donnée aux « plans locaux de développement » (PLD). À côté de ces mécanismes officiels, il existe dans tout le Sahel une grande richesse de réseaux et de regroupements professionnels en faveur du monde pastoral :

- les réseaux de type « syndicats » en faveur des pastoralistes et éleveurs, comme le Réseau des organisations des pasteurs et éleveurs du Niger, le réseau Billital-Marobé (créé en 2010)⁵. Le ROPEN-Marobé est actuellement composé de 13 organisations pastorales nationales. Il représente une capacité d'innovation et de réflexions stratégiques et opérationnelles clés pour le secteur ;
- les réseaux interacteurs qui travaillent sur les droits et codes pastoraux (Pellerin, *op. cit.*), notamment avec la FAO ainsi que la structuration des mécanismes transfrontaliers.

Enfin, le secteur privé est évidemment un acteur essentiel de ces efforts de renforcement des économies pastorales, avec à la fois un rôle très positif d'appui aux investissements et à la commercialisation des produits animaux (abattoirs, filière lait, etc.). Entre l'éleveur et le consommateur, il y a de fait une chaîne d'intermédiaires privés qui vont du simple boucher jusqu'au petit entrepreneur de la production du yaourt via la multitude des vétérinaires et para-vétérinaires privés. Mais ce secteur privé peut aussi jouer un rôle assez nocif, avec les mécanismes de spéculation sur le foin, l'accaparement des filières et la concentration des troupeaux dans les mains de « capitalistes pastoraux » souvent puissants et très connectés aux élites politiques et militaires des pays.

La structuration des différentes facettes de l'économie rurale est aussi au cœur de la survie du pastoralisme dans un monde de contraintes multiples et de plus en plus prégnantes et impactantes.

Les efforts de structuration autour d'enjeux purement vétérinaires (vaccination, soins, déparasitage) sont de plus en plus importants, notamment dans toutes les zones frontalières où les risques de transmission épidémique sont significatifs du fait des mouvements importants de troupeaux sans aucun suivi vétérinaire. Les filières de production et de commercialisation des fourrages qui se sont mises en place depuis une dizaine d'années demanderont un travail de structuration et de réglementation car les pratiques d'abattage des arbres fourragers, de coupes fourragères et de surpâturage résultant de la disparition des fourrages de secours du fait de la collecte ci-dessus mentionnée, sont des sources de tensions très fortes pour les troupeaux.

⁵ www.marobee.org

Ces conflits s'inscrivent avec force et ont un impact économique important sur de vastes échelles géographiques de terroir et de bassins de transhumance mais aussi sur les grands flux économiques de l'Afrique de l'Ouest, ce qui interpelle les grandes institutions régionales. D'une part, les restrictions sur les mobilités impactent les économies pastorales, le contexte sécuritaire, les risques sanitaires et, de façon globale, la fabrication de produits animaux qui fait partie de l'architecture des systèmes alimentaires de l'Afrique de l'Ouest.

D'autre part, les dynamiques transfrontalières est-ouest mais aussi nord-sud commencent à être explorées, notamment dans le cadre des réflexions sur les effets « taches d'huile » des conflits sahéliens vers le golfe de Guinée, lesquels suivent souvent les routes d'exportation du bétail vers les centres urbains de cette région. L'élevage est en effet à la fois une des premières filières d'intégration régionales et de création d'emplois dans les filières illicites (armes, etc.). Face à la croissance des besoins née de l'urbanisation de toute la zone (augmentation de la consommation en viande, en lait, cuir, etc.), la réponse actuelle du marché passe pour l'instant par les augmentations des flux de produits animaux venant de la zone sahélienne. Pour nourrir les villes, on voit ainsi apparaître en périphérie des villes de nouveaux modes de production animale, plus intensifs, les pasteurs sahéliens devenant des « naisseurs » et les éleveurs plus au sud des « engraisseurs ».



Berger Peulh dans les bourgoutières du Gourma malien

6. QUELQUES PISTES DE TRAVAIL

Deux axes principaux se dessinent parmi les pistes de travail : Le premier vise à améliorer la compréhension des différentes facettes des enjeux pastoraux au Sahel et de la conflictualité qui touchent ces zones pastorales et agro-pastorales à la fois si résilientes et si fragiles. Le second devra s'attacher à la recherche de solutions et d'alternatives pour permettre une adaptation des systèmes pastoraux aux difficultés des temps qui viennent.

6.1. Mieux comprendre pour mieux soutenir

Repenser la conflictualité de la zone. Au Sahel cohabitent et entrent en synergie plusieurs familles de conflits : les uns sont issus des tensions pour les ressources et ont eu ou ont encore leurs propres outils de résolution des conflits même si ces derniers sont très affaiblis par le niveau de létalité de ces tensions ; les autres sont liés à ce qui oppose les armées nationales et leurs alliés avec ce l'on appelle les « groupes armés non étatiques (GANE) ». Mais cette dénomination couvre une gamme diversifiée d'acteurs liés pour les uns à des agendas politico-géographiques (autonomie, voire indépendance), pour d'autres à des agendas politico-religieux (implantation de gouvernances ancrées dans la Charia), et parfois à des enjeux d'autodéfense contre les précédents (formes qui se développent très rapidement tant au Mali qu'au Burkina Fasso et, s'engageant sur des pistes « ethniques », deviennent terriblement dévastatrices). Toutes ces différentes formes de confrontation - celles liées à la compétition pour les ressources, celles liées aux sentiments d'injustices et aux frustrations face à des conflits non réglés, celles issues du radicalisme religieux et celles liées à des confrontations politico-militaires entre GANE - s'inscrivent dans des dynamiques inter-ethniques et intercommunautaires. Tous ces conflits ont des histoires, des déterminants, des sociologies et des géographies dans lesquels on retrouve très souvent des composantes pastorales qui impliquent différents groupes pastoraux (Peuhls, Arabes ou Touaregs). Mais les raisons de ces implications sont très variées. Il importe, dans un monde où les caricatures et les stigmatisations peuvent être mortelles, de développer des analyses fines. Les pasteurs doivent tenter de maintenir leurs activités dans des territoires où les luttes d'influence entre groupes armés radicaux, bandits et milices d'auto-défense villageoises prennent vite des formes extrêmes et dramatiques pour les populations.

Mieux comprendre les caractéristiques des zones, des populations, des logiques économiques et des mécanismes de gestion des ressources sur ces écosystèmes fragiles et des compétitions avec d'autres groupes humains, est essentiel. Les différentes formes de pastoralisme sont confrontées à de nombreuses contraintes : éloignement, enclavement, difficultés rencontrées pour établir des mécanismes d'intégration dans les espaces nationaux et pour accéder aux services de base. Comme dans de nombreux contextes tant en Afrique qu'en Asie ou en Europe, les relations entre les groupes nomades et les sociétés sont souvent entachés par des stéréotypes, du mépris et de nombreux malentendus⁶. On leur offre souvent comme seule solution la sédentarisation, oubliant les énormes potentialités de processus d'utilisation de ressources naturelles rares, dispersées et incertaines.

Comprendre les conflits « pasteurs-pasteurs ». On aborde souvent la question du pastoralisme par le prisme des conflits agro-pasteurs en oubliant les conflits pasteurs-pasteurs. De fait, dans de nombreuses régions, ces conflits entre groupes pastoraux sont largement instrumentalisés par les autres confrontations. Toute une partie des confrontations meurtrières dans la zone de Ménaka et le Gourma malien, mais aussi au sud du Tchad et en RCA, peuvent ainsi être analysées à l'aune de cette problématique.

⁶ On voit ceci aussi bien dans les relations entre les ethnies montagnardes et les peuples de la plaine dans toute l'Asie, mais aussi dans les difficultés des Roms en Europe

Mieux comprendre les dynamiques spatio-temporelles actuelles du pastoralisme et les possibles scénarios d'évolution. La compréhension de la temporalité des mouvements du bétail se développe, mais a rarement donné lieu à des avancées en termes de politique foncière et de code pastoral. La gestion actuelle de ces problématiques s'ancre encore sur des textes datant des années 1990-2000 qui sont dépassés par la rapidité des évolutions. Les changements des zones pastorales et d'interactions « élevage-agriculture » dus aux changements climatiques et aux pressions démographiques se caractérisent par des descentes plus précoces vers le sud et des remontées vers le nord des fronts pionniers agricoles.

Comprendre la logique des acteurs des conflits. La complexité des raisons de la violence se trouve confrontée à la simplicité de trop de solutions produites par des acteurs internationaux qui ont d'autres agendas et grilles de lecture. Comment s'articulent les différentes causes des crises et les raisons des interventions internationales sont des questions fondamentales tant pour intervenir « sur le conflit » (intervention militaire ou médiation) que pour « agir dans le conflit » (action humanitaire): causes profondes notamment liées à l'Histoire (y compris les relations héritées des périodes coloniales et aux frustrations inhérente à la structuration hiérarchique des sociétés pastorales), causes structurelles liées aux erreurs de gouvernance et aux errements des politiques de développement, causes conjoncturelles liées aux événements impactant les politiques nationales (coups d'état, etc.), régionales (tensions entre pays en fonction de « qui soutient qui » chez le voisin, et internationales (conflits entre les « parrains » des différents pays), etc.

6.2. Développer un agenda des solutions opérationnelles

Travailler sur les outils de gouvernance, de justice et de résolution des conflits : Qu'un éleveur se fasse voler son troupeau sur la route du marché, se fasse dévaliser après la vente de son lait et que le coupable soit pris, puis relâché après avoir graissé la main des gendarmes et du juge et d'un coup, on a un « recruté » par les groupes armés, quelles que soient leurs options politiques ou religieuses. Plus qu'ailleurs, l'intégrité de la chaîne pénale constitue sans doute au Sahel une des clés de la paix dans les zones pastorales. À l'inverse, l'instauration de la justice islamique est souvent vue comme une raison d'acceptation de la présence des GANE dans les zones qu'ils contrôlent. Renforcer les mécanismes de résolution des conflits est donc aussi un enjeu fondamental puisqu'une partie de la conduite des conflits en zone pastorale passe par le vol des troupeaux. Des expériences comme celles mises en place par le CHD au Mali et au Niger, avec la mise en place d'annuaires des marquages des troupeaux et la communication large de ces annuaires qui permettent le repérage d'animaux perdus, volés et commercialisés, représentent une piste intéressante. De plus, des médiateurs sont formés pour effectuer des négociations qui permettent la restitution des animaux à leurs propriétaires et ainsi éviter que des cycles de vengeances et de représailles ne se mettent en place. Mais dans de nombreux contextes de la zone, les médiateurs sont eux-mêmes en danger et doivent parfois se cacher, car leur travail semble aller à l'encontre de l'agenda de certaines parties au conflit. Il importe donc d'ajouter à ces expériences des mesures de protection de ces acteurs de l'intermédiation sociétale et pastorale.

Enfin, cela passera nécessairement par une présence différente de l'État permettant une meilleure gestion des territoires par les collectivités territoriales et où les représentants seront choisis par les populations elles-mêmes. Le fonctionnement des multiples mécanismes sociétaux qui existent et doivent être renforcés et plus efficaces.

Remédier aux disparités économiques et d'accès aux services entre ces zones et les zones agricoles plus peuplées, plus arrosées et souvent plus productives. Il faut davantage penser en termes de complémentarités et de stratégies d'intégration que chercher à fractionner des activités sectorielles et des services sociaux dans des espaces géographiques articulés et en échange permanent. Il faut également refonder des stratégies de développement qui assumeront l'enjeu de la délivrance de certains services dans des zones difficilement accessibles et compenser les coûts avec des niches de recouvrement spécifiques (aide au développement, appui au secteur privé, etc.).

Développer les mécanismes permettant un accès à des informations utiles à la conduite des troupeaux. Les smartphones et les outils internet ont déjà fortement pénétré le Sahel de façon globale et le monde pastoral en particulier (Tousni-Guerin, 2010). Aussi, des acteurs comme la FAO, ACF et des instituts météorologiques nationaux et régionaux tentent de mettre à la disposition des pasteurs des informations climatiques (pluies passées, présentes et à venir), sur le suivi des ressources pastorales (avec suivi satellite corrélé par des sites sentinelles), ainsi que des réseaux de recueil d'informations « terrain » permettant la confirmation et l'extrapolation de l'information des images satellitaires. De telles applications sont développées et mises à disposition des éleveurs sur des bases de plus en plus efficaces dans toute la sous-région sahélienne. À côté de ces informations agro-climatiques, des systèmes sont aussi développés pour suivre les prix du bétail, les risques sanitaires et l'évolution de la demande en produits animaux. Ces systèmes permettent aux éleveurs d'augmenter leurs revenus tout en limitant la pression qui peut être faite par des maquignons en position de monopole. De nombreux outils classiques ont été développés dans le passé pour aider les groupes pastoraux (Fédération nationale des éleveurs du Niger, 2012). Mais ces mondes pastoraux évoluent très vite sous la pression en fonction des contacts avec d'autres groupes, de la pénétration des technologies de l'information jusque loin dans les dunes, de l'intégration croissante des économies pastorales dans l'économie-monde, de l'augmentation de l'incertitude climatique et des diverses idéologies qui tentent de l'influencer. Ces ouvertures sont autant de chances que de risques et il revient à la communauté des amis du pastoralisme d'assurer l'optimisation des chances et la réduction de ces risques.

Trouver le bon équilibre entre « mobilité et sédentarisation » Face à l'enjeu d'accès des populations pastorales aux services de base (santé, éducation, accès aux services légaux) et aux mécanismes privés, la réponse des institutions nationales, voire de certains acteurs de l'aide, est la sédentarisation. Et, de fait, celle-ci se fait souvent de façon spontanée, par suite de la perte de troupeaux, par la pression des nouvelles générations qui ne veulent plus passer tout leur temps derrière les troupeaux ou à en réponse à des injonctions politiques, voire des sédentarisations forcées. Ainsi, on voit émerger une tendance à la sédentarisation des éleveurs dans certaines zones cotonnières, car la pratique de la vaine pâture dans les champs de céréales se trouve complétée par l'accès facile aux tourteaux cotonniers, ce qui permet un élevage très productif. De la même façon, des systèmes « naisseurs-engraisseurs » ou « production laitière » qui se mettent en place autour des villes et des grandes filières de commerce des produits animaux entraînent souvent la sédentarisation des pasteurs car ces derniers sont recrutés préférentiellement du fait de leurs savoir-faire. Pour autant, il est actuellement impossible de sédentariser entièrement les peuples pastoraux : le système pastoral mobile représente à la fois une modalité essentielle de gestion des immensités sahéliennes, une économie entière d'un secteur qui arrive extirper de la valeur de zones difficiles, toute une culture et une connaissance endogène et surtout un outil assez performant de gestion du risque et des incertitudes.

Investir dans les filières de produits animaux et les accompagnements techniques, sociaux et économiques du monde pastoral. Face aux défis rencontrés par les populations pastorales et agropastorales ainsi qu'aux états et services techniques chargés de les appuyer, toute une palette d'interventions s'avère nécessaire :

- Sur les filières « produits », avec un travail sur les abattoirs, les laiteries, les tanneries ainsi que la logistique des transports des produits ;
- Sur l'aménagement, la répartition et le rôle des services, notamment dans les zones transfrontalières où les mouvements des troupeaux devront être accompagnés par des systèmes de gestion des risques épidémiologiques (bacs de déparasitage, postes de vaccination, etc.) ;
- Sur les couloirs de transhumance : il faudra borner les couloirs, améliorer les points d'accès à l'eau, etc.

Il faudra aussi appuyer les mouvements des populations pastorales en réfléchissant aux services de bases pouvant accompagner la mobilité : « écoles nomades », postes de santé multidisciplinaires sur les marchés aux bestiaux et les principaux puits.

7. EN GUISE DE CONCLUSION

Minée par la corruption et l'incapacité de rendre les services de base auxquels les populations pensaient avoir droit, la crédibilité des institutions nationales s'est en partie évanouie au cours des années 2000-2020, et ce alors que la présence de ces États était déjà souvent très faible dans les immensités pastorales. Il n'aura fallu que quelques années pour casser des contrats sociaux, des conventions de voisinage, des relations de confiance, qui s'antraient dans des décennies d'interactions souvent complexes entre peuples éleveurs mobiles et entre ces derniers et les populations agricoles des zones bordant les espaces pastoraux.

Dans ces contextes de crises multiformes qui s'inscrivent dans la durée et touchent des territoires de plus en plus larges, s'articulent pour les institutions nationales, les populations et les acteurs de développement trois temporalités :

- Celle de la gestion des conflits en cours ;
- Celle de la « cicatrisation » des blessures ouvertes par ces conflits en cours au Sahel ;
- Et celle de la recréation d'une confiance et de la recréation de contrats sociaux.

C'est là que la politique des États devant permettre l'instauration de systèmes régaliens justes et crédibles et le rétablissement, voire le simple établissement, des services de base redeviendra centrale : la prise en compte des enjeux à long terme du développement socio-économique dans les zones touchées par les conflits contemporains au Sahel est à ce prix. Les questions autour de la survie des systèmes pastoraux devront être reposées. Et les problèmes sont loin d'être seulement techniques. Les parties en présence devront rebattre ses cartes tant les différents paramètres de ce qui « fait société » dans ces zones pastorales et agro-pastorales se sont retrouvés au cœur des conflits actuels (inégalités face au développement, gouvernance et justice corrompues, perte de crédibilité et de légitimité des mécanismes de gestion des ressources, etc.). Dans ces contextes sahéliens, la crise est rentrée par le biais des défiances face aux différentes formes de ce qui représente les États et par l'émergence de systèmes alternatifs d'organisation de l'ordre social et de la gestion des ressources. Recréer la confiance envers la loi et la justice, rendre les institutions crédibles et justes, donner la voix aux populations, seront les clés d'un cycle vertueux qui bénéficiera à tous, et notamment aux groupes pastoraux qui dans de nombreux cas se sentent depuis longtemps exclus des processus. Ils doivent devenir les pierres angulaires de la construction d'un futur viable.

Les acteurs de l'aide pourront alors trouver toute leur place dans la mise en place de systèmes inclusifs, sensibles aux enjeux de gestion des risques liés aux changements climatiques, propres à apporter les services de base dans les zones pastorales et agro-pastorales et surtout ancrés dans une écoute des populations.

Il faut creuser les puits aujourd'hui pour éteindre les soifs de demain. (Proverbe Peuhl)

ANNEXES

ANNEXE N°1 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

Agaliou Abdoul Karim, *Le Haut-Gourma : Monographie du cercle de Gourma-Rharous*, 2010, 139 p.

Almahadi Haidara, Mohamed Attaher Maiga, Ba Salamatou, Edouard Madebari, Sidi Mohamed Ould Handane, Patrice Effebi, Sissoko Mohamed, Farid Wahid, Alhousseini Oyahit, *Évaluation Rapide Multisectorielle Gossi – 7 mars 2014*, DRC, IOM, UNHCR, OCHA, UNICEF, WFP, 2014, 12 p.

Bagayoko N., Ba B., Sangaré B, Sidibé K., 2017 *Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali: entre ruptures & continuité*, African Security Sector Network, 34 p.

Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2019). Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation. *The Journal of Peasant Studies*, 46(1), 1-20.

Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2021). Fulani-dogon killings in mali: Farmer-herder conflicts as insurgency and counterinsurgency. *African Security*, 14(1), 4-26.

Benjaminsen (Tor A.) et Ba (Boubacar), "Farmer-Herder conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali", *The Geographical Journal*, Vol. 175, N° 1, Norwegian University of Life Sciences, 2009, p. 71-81.

Catley A, Lind J & Scoones I, 2013; *Pastoralism and development in Africa: dynamic changes at the margin*, Eathscan, Routledge ed.; London and New York

Centre pour le Dialogue Humanitaire, *Radicalisation, violence et (in)sécurité : Ce que disent 800 sahéliens, Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, Rapport National Mali, HD, PNUD, Genève, 2016, 40 p.

Centre pour le Dialogue Humanitaire, *Conflictualité locale et demande de justice : Ce que disent 800 sahéliens, Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, Résumé exécutif, HD, PNUD, Genève, 2016, 18 p.

Chevalier (Gilles, MacLeman (Hugh), Cartuyvels (Corentin), Palomino (Pilar) Gingembre (Lucile), *Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, R-CAP Resilience Common Analysis and Prioritization*, OCDE, UNICEF, OCHA, 2019, 78 p.

Cold-Ravnkilde M.; Ba B., 2022 ; *Unpacking 'new climate wars': Actors and drivers of conflict in the Sahel*, Danish Institute for International Studies, Copenhagen,

De Bruijn (Mirjam), Van Dijk (Han), Kaag, (Mayke), Van Til (Kiky), *Sahelian pathways: Climate and society in Central and South Mali*, Research Report 78/2005, African Studies Centre, Leiden (The Netherlands), 2005, 303 p.

De Bruijn (Mirjam), Van Dijk (Han), "Ecology and Power in the Periphery of Maasina: the Case of the Hayre in the Nineteenth Century", *The Journal of African History*, Vol. 42, N° 2, Cambridge University Press, 2001, pp. 217-238.

De Bruijn (Mirjam), "The Hearthhold in Pastoral Fulbe Society, Central Mali: Social Relations, Milk and Drought", *Journal of the International African Institute*, VOL. 67, N° 4, Edinburgh University Press, Edinburgh, 1997, pp. 625-651.

De Bruijn (Mirjam), Van Dijk (Han), « Drought and Coping Strategies in Fulbe Society in the Hayre (Central Mali):a Historical Perspective (Crise et identité dans la société fulbe du Haayre (Mali central): une perspective historique) », *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 34, Cahier 133/135, L'archipel peul, EHESS, Paris, 1994, pp. 85-108.

Demuyneck M, Coleman J. 2020.. Les Sables Mouvants du Paysage Terroriste Sahélien, 16 Mar 2020
<https://icct.nl/publication/les-sables-mouvants-du-paysage-terroriste-sahelien/>

Diakite N. Dr, 2016 *État des lieux de l'élevage et du pastoralisme au Mali, finalisation Stratégie Régionale pour la Promotion du Pastoralisme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Document Mali, Rapport final, Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel, Bamako, , 3 p.

Diawara (Mamadou Oumar), Hiernaux (Pierre), Mougouin (Eric), Grippa (Manuela), Delon (Claire) et Diakité (Hawa Salif), *Effets de la pâture sur la dynamique de la végétation herbacée au Sahel (Gourma, Mali) : une approche par modélisation*, Cahiers Agricultures 27 : 15010, EDP Sciences, 2018, 8 p.

- DUPUY R, 2019, Logiques d'un maintien de l'ordre moral : le cas des groupes d'autodéfense Koglweogo au Burkina Faso, <https://www.sciencespo.fr/cei/fr/oir/logiques-d-un-maintien-de-l-ordre-moral-le-cas-des-groupes-d-autodefense-koglweogo-au-burkina-fa>
- FAO, 2019, République centrafricaine, Stratégie d'appui à la résilience, Renforcement des moyens d'existence agropastoraux2018–2023
- Fédération nationale des éleveurs du Niger, 2012, Petit guide de conseils pratiques aux éleveurs mobiles et à ceux qui défendent leurs intérêts, Code rural du Niger
- FERDI, 2022, The physical Vulnerability to Climate change index computed at the sub-national level, Working paper N°305,
- Florquin N & al, 2019 , *L'atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*, https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=&url=https%3A%2F%2Fwww.smallarmssurvey.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fresources%2FSAS-AU-Weapons-Compass-FR.pdf&usg=AOvVaw1-KE35ez_K2hL_bKbpd4H-
- Gallais J. 1974, *Pasteurs et Paysans du Gourma : La condition Sahélienne*, Mémoire du Centre d'Études de Géographie Tropicale, Bordeaux, Éd. du CNRS, Paris, , 279 p.
- Groupe Danois de Démontage, *Évaluation des risques sécuritaires aux frontières. Région du Liptako-Gourma : Mali, Burkina et Niger*, DDG, 2014, 40 p.
- Groupe URD, 2012, Évaluation du projet LRRD au Tchad ; <https://www.urd.org/fr/projet/evaluation-a-mi-parcours-du-projet-lrrd-au-sud-du-tchad/>
- Grunewald et al, 2014, Agir dans les zones à faible densité, Groupe URD/Banque Mondiale, http://www.urd.org/wp-content/uploads/2018/09/URD_RAPPORT_MALI_FR_hd.pdf
- Grunewald F. 2019-a, Étude sur les dynamiques socio-politiques dans le Gourma Malien, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2019/06/RapportEtudeGourmaMali_GroupeURD_2019.pdf
- Grunewald F., 2019-b, Étude sur l'accès humanitaire dans la zone de Tillabéry, DRC, Groupe URD, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2020/01/RapportDRCAccesNiger_GroupeURD_2019-1.pdf
- Grünwald F., 2018, *The State of the Humanitarian System 2018. Case study: Mali*, ALNAP Paper, Groupe URD, ALNAP, ODI, London, 2018, 42 p.
- Grunewald F. 2022, Etude sur les systèmes agraires dans la zone de Tillabéri, non publiée
- ICG, 2017, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, International crisis group, Rapport Afrique, N°261,
- Handicap International, *Caractérisation du système agricole du cercle de Gourma Rharous*, Programme Mali, Projet développement rural Tombouctou, Handicap International, 2002, 134 p.
- Hiernaux P., 1996, *The Crisis of Sahelian Pastoralism: Ecological or Economy?* Pastoral Development Network Series 39, s.d., 18 p.
- Korbéogo G, 2016 Variabilité socio-écologique, crise du pastoralisme et résilience des Peuls pasteurs du Gourma rural (Burkina Faso), Vertigo Vol 16, <https://doi.org/10.4000/vertigo.17241>
- Magnani (Sergio), *Formes de sécurisation des ménages agro-pastoraux dans le Gourma malien et trajectoires des exploitations dans un cadre de risques en évolution*, Colloque Agir en Situation d'Incertitude, s. d., 12 p.
- Magnani (Sergio), *Études de cas sur la vulnérabilité et l'adaptabilité des éleveurs face aux événements dans la commune de Hombori au Mali*, Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement, Paris, 2010, 83 p.
- Magnani (Sergio), *Formes de sécurisation des ménages d'éleveurs et validation d'un modèle de vulnérabilité pastorale dans le Gourma malien*, Mémoire de fin d'études Master II Environnement, milieux, techniques, sociétés (EMTS), spécialité développement durable et agriculture, AgroParisTEch, CIRAD, 2009, 52 p.
- Nasr W., 2022 ; How th Wagner Group is aggravating the Jihadi Treat in Sahel; Combating Terrorism Center, Nov/Dec 2022 Volume 15, Serie 11
- OCDE, 2019, conflits liés aux conflits sur les ressources et terrorisme, deux facettes de l'insécurité, cahiers de l'Afrique de l'Ouest, https://read.oecd-ilibrary.org/development/conflits-lies-aux-ressources-et-terrorismes_9789264190306-fr#page1

- Panthou G., Vischel T. Lebel T., 2014. Recent trends in the regime of extreme rainfall in the Central Sahel. *Int. J. Climatol.*, 34 (15) : 3998-4006. DOI: 10.1002/joc.3984
- Pellerin M., 2021 ; Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; Réseau Billital Maroobé ; <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjrtPbDjrf6AhWUjaQKHdOQ6BEYQFnoECAoQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.food-security.net%2Fwp-content%2Fuploads%2F2021%2F11%2FRapport-Etude-Avenir-du-pastoralisme-face-a-linsecurite-RBM.pdf&usg=AOvVaw39Rq57kiZkeoRSb38M6crF>
- Pellerin M. 2022, Les groupes d'autodéfense, pompiers pyromanes du Sahel, IFRI, Centre Afrique Saharienne : <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwie4bu6k6H8AhVoTaQEHer9A10QFnoECB0QAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.ifri.org%2Ffr%2Fpublications%2Fnotes-de-lifri%2Fgroupes-dautodéfense-pompiers-pyromanes-sahel&usg=AOvVaw2Zat10fb27I0uWatKAI2MF>
- Penu, D. A. K., & Paalo, S. A. (2021). Institutions and pastoralist conflicts in Africa: A conceptual framework. *Journal of Peacebuilding & Development*, 16(2), 224-241.
- Reichelt R., 1977 « Sur les aménagements hydrauliques anciens et récents dans le Gourma, Sahel tropical, République du Mali », *Sciences Géopolitiques*. Bulletin tome 30, n°1, , pp. 19-31.
- Région de Tombouctou, Gouvernorat de Tombouctou, 1982, *Séminaire régional sur les terres de cultures et de pâturage*, République du Mali, Tombouctou, 4 p.
- République du Mali, , 2017 *Actes de la Conférence d'Entente Nationale 27 mars – 02 avril 2017*, Mali, Bamako, 170 p.
- Roupper B., 2014, La gestion des espaces transfrontaliers au Sahel : entre espaces de vie et zones grises, Note d'analyse, GRIP, <http://www.grip.org/fr/node/1444>
- Sandor A. *Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali*, Un rapport du projet Stabiliser le Mali, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal, 2017, 36 p.
- Sangaré (Boukary), *Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ?* Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, 20 mai 2016.
- Sangaré (Boukary), *Conflit au Nord du Mali et dynamiques sociales chez les Peuls du Hayré*, Mémoire de Master II, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, 2013, 142 p.
- Small arms Survey, 2021 ; *L'atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*, https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjb3Naqhrf6AhXEgv0HHRPkDSsQFnoECAoQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.smallarmssurvey.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fresources%2FSAS-AU-Weapons-Compass-FR.pdf&usg=AOvVaw1-KE35ez_K2hL_bKbpd4H-
- Tobie (Aurélien), *Le Centre Mali : Violences et instrumentalisation croisées*, SIPRI Insights on Peace and Security N° 2017/5, SIPRI, Stockholm, 2017, 18 p.
- Tounsi-Guérin (Ibtissem), 2010 « Espace et SIG, une application au Gourma Malien », *L'Information géographique*, Vol. 74, , Armand Colin, pp. 53-63.
- Van Dijk (Han), "Livestock transfers and social security in Fulbe society in the Hayre, central Mali", *Focaal*, n° 22/23, Africa Studies Centre, Leiden (The Netherlands), 1994, pp. 97-112.
- Van Dijk (Han), Farming and herding after the drought: Fulbe agro-pastoralists in dryland central Mali", *Nomadic Peoples* 36/37, Africa Studies Centre, Leiden (The Netherlands), 1995, 10 p.
- Vincent P., 2019, *Projet 3 Frontières : Synthèse de l'étude de situation de la zone en matière de conflits*, CIEDEL/DELTA C, 13 p.
- Panthou G., Vischel T. Lebel T., 2014. Recent trends in the regime of extreme rainfall in the Central Sahel. *Int. J. Climatol.*, 34 (15) : 3998-4006. DOI: 10.1002/joc.3984
- HACP, ICSP, UE, 2017, *Nord-Tillabéri : analyse du conflit lié à l'accès aux ressources naturelles, Le transfrontalier au cœur de l'analyse et de l'action.*

ANNEXE N°2 : LES ÉTUDES DE CAS (MALI, NIGER, TCHAD)**Le système du bassin central du Niger (Gourma)**

Le delta central du Niger porte une économie rurale complexe qui repose sur l'élevage, l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'exploitation des produits de cueillette (Grunewald, 2019-a). Ces activités économiques concernent pratiquement toutes les zones agroécologiques (fleuve et vallée du fleuve, mares et lacs, plaines et zones forestières, parcours ferrallitiques et de cures salées). Les systèmes de productions pastorales, agricoles, forestières et de pêche se font dans une forte complémentarité tenant compte de la temporalité, de la variabilité des ressources et des changements climatiques. L'élevage est au de tout temps cœur des mécanismes socio-économiques (De Bruyn, 2001) qui font vivre ensemble un gamme large de communautés (divers groupes touaregs, peuhls, bozos, songhays) des zones « inondées » (Gourma) mais aussi de nombreuses zones périphériques au Delta Central dites « exondées » (Haoussa), voire même de plus loin. Trois dynamiques sont au cœur des questions pastorales et des conflits associés (Diakité, 2016):

- **Les mouvements internes de va-et-vient et des troupeaux entre zones exondées et zones inondées (du Haoussa vers le Gourma).** Ces mouvements marquent les balances saisonnières et les flux pastoraux entre les grands pâturages de saison des pluies et les zones de concentration des troupeaux pendant la saison sèche (Agaliou, 2010). Si les troupeaux se dispersent beaucoup pendant la saison des pluies, en période sèche et de soudure, les concentrations se font autour des puits pastoraux, le long du fleuve et autour des principales mares pérennes et semi-permanentes : Gossi , Doro, Adiora, In Tillit, Tessit, Banzena, Agofou et les parcours de Boni. Lorsque cela est possible, les mouvements des troupeaux tiennent compte du recours systématique aux bourgoutières ainsi que de l'exploitation des terres spécialisées lors de la période des cures salées. Au sud, dans la zone de Douentza, les mouvements du bétail concernent l'arrivée des troupeaux du delta pour la période d'hivernage et leur descente vers les bourgoutières du fleuve et le delta (Debruyn, 2005).
- **La problématique de gestion des bourgoutières.** L'une des caractéristiques du delta central du Niger est la présence d'une graminée particulière, *Echinochloa stagnina*, qui est capable de produire d'importantes quantités de biomasse en milieu inondé et forme un écosystème original exploité de façon extensive par l'homme qui y trouve un pâturage abondant pour son cheptel. La transformation des systèmes pastoraux dans le Gourma provient de l'organisation du territoire et de la fiscalité mise en place pendant l'ère du Macina. C'est en effet à cette période que l'inclusion du Bourgou dans les méthodes d'élevage a profondément modifié la conduite des troupeaux et les relations sociales, créant dans le monde peulh de nouvelles élites. Cette nouvelle organisation sociale de la gestion de l'espace a créé au XIX^e siècle une véritable richesse de la zone avec des systèmes de taxation sophistiqués. C'est sur cette base que s'est créée une partie de l'enrichissement de la Katiba Macina. Cette gestion des écosystèmes pastoraux du Gourma s'appuie sur une organisation sociale particulières autour des chefs pastoraux, les ardos (Korbeogo, 2016)

Au niveau de l'organisation sociale, chaque groupe pastoral peul est dirigé par un ardo. La légitimité du pouvoir de l'ardo repose sur la reconnaissance sociale de ses compétences dans les domaines des sciences des animaux et des pâturages. Il doit maîtriser la qualité et la quantité des pâturages comme la qualité et la valeur de l'eau dans le but d'assurer la bonne corpulence et la reproduction optimale des troupeaux. L'autorité pastorale de l'ardo est doublée d'une autorité politique dans la mesure où il est l'interface entre son groupe, les groupes sociaux voisins et l'extérieur. Les Peuls pasteurs du Gourma rural disposent donc d'une organisation sociale complexe dans laquelle s'encastrent les pratiques pastorales. L'imbrication entre les logiques de parenté, l'éthique et la circulation des biens dans les sociétés peules du Gourma met en évidence l'importance de la question de la propriété animale. (Korbeogo, 2016)

La relation entre groupes pastoraux et groupes agricoles. L'agriculture est très présente dans le Gourma. Plurielle et diversifiée, elle formate différents agro-écosystèmes : riziculture et maraîchage le long du fleuve et dans les mares et lacs, cultures de sorgho de décrue au niveau des mares et lacs, cultures dunaires et d'espaces inter-dunaires (petit-mil, sorgho...). Dans toute ces zones, l'association agriculture-élevage est permanente, avec des négociations des droits de passage (périodes, itinéraires, durée), y compris durant les

périodes de vaine pâture et de restitution de la fertilité des sols via les déjections animales), et des échanges entre produits animaux (lait et viande contre les céréales). Avec la croissance de l'agriculture dans le sud du Gourma et dans la zone transfrontalière vers le Burkina Faso, la pression du bétail sur les parcours est forte et pour éviter les conflits, le bétail doit se déplacer dans le Gourma central. En tenant compte des potentialités en ressources agro-sylvo-pastorales, le Gourma est au cœur des grands mouvements saisonniers des populations et des troupeaux, liés aux pluies, au rythme de la crue et de la décrue du fleuve et des mares, mais aussi aux périodes d'exploitation des plaines de fonio sauvage (*Panicum laetum*) et de cramcram (*Cenchrusbiflorus*) : deux céréales sauvages clés de la survie des groupes les plus pauvres (notamment des Bella et autres anciens esclaves) que complètent des parcours de cueillette des fruits de dattiers sauvages. En effet, zone sylvo-pastorale par excellence, riche en ressources foncières, pastorales, hydriques et forestières (mares, puisards, puits profonds, cures salées, forêts de brousses tigrées), le Gourma est aussi devenu une zone de fixation et de sédentarisation des populations des pêcheurs et de maraîchage. La compétition entre riziculteurs et éleveurs pour les terres riches inondables peut être assez forte et source de tensions. Le Gourma dans sa partie sud (dans les franges de Douentza et la zone des falaises Dogons) est sensible aux tensions entre les diverses communautés. Dans ces régions où agriculteurs et éleveurs vivaient en quasi-symbiose (bien que les problèmes aient commencé à apparaître dès les années 50 avec la pression démographique sur Bandiagara et Hombori qui a amené des agriculteurs à se déplacer vers les plaines agricoles de Douentza), de nouvelles dynamiques agricoles et agropastorales ont émergé, entraînant une course à la terre pour les agro-pasteurs en quête de stabilité et une capitalisation en bétail pour des agriculteurs, mais aussi des spéculateurs. Les composantes de pseudo-conflits intercommunautaires étaient alors en place, et les dernières violences entre peuhls et milices dogons dans le Séno de Bankass et sur le plateau Dogon ont atteint des niveaux terrifiants. Le risque que ceci induise de nouvelles migrations des peuhls vers Douentza (zone du Séno-Mango, de Hairé de Boni et la zone du Gandamia) affecte de façon plus profonde le Gourma avec un risque non négligeable de contagion sur le reste des parcours.

Confrontations en zone de pêche. Groupes pastoraux et pêcheurs ne devraient théoriquement pas avoir de relations très développées puisque les uns habitent dans les zones arides alors que les autres vivent des zones humides. Néanmoins, la concentration des troupeaux dans ces zones humides lors de la saison sèche entraînent des interactions parfois difficiles. Le problème se pose moins sur les berges des rivières que dans les mares et autres espaces humides. Empoisonnées par des projets de la FAO dans les années 70, de nombreuses mares ont été des lieux de développement de la pisciculture, avec la production d'alevins et leur distribution à des fins d'ensemencement. Sur les espèces introduites (silures, tilapias, carpes), c'est surtout le premier qui a réussi à s'adapter aux conditions particulières des mares (eaux très troubles, stagnantes et boueuses). Pour le reste, c'est essentiellement dans la mare de Gossi, étendue d'eau assez grande et profonde, que les tilapias et carpes ont rencontré un certain succès. L'empoisonnement des mares a également entraîné des flux de transferts positifs avec des empoisonnements secondaires grâce aux flux entre mares via des canaux naturels. Au début des efforts de développement de cette pisciculture, les nomades - notamment les Kel Tamasheqs - étaient très réticents, mais certains s'y sont mis. Cette ressource représente un double intérêt d'enrichissement et de diversification du régime alimentaire pour les populations du Gourma, ainsi qu'une source de revenus complémentaires à travers la vente, le conditionnement (fumage) et le commerce du poisson. Néanmoins, la présence des troupeaux qui viennent s'abreuver dans ces mares posent des problèmes du fait de perturbation de l'eau et de la pollution liée aux déjections animales.

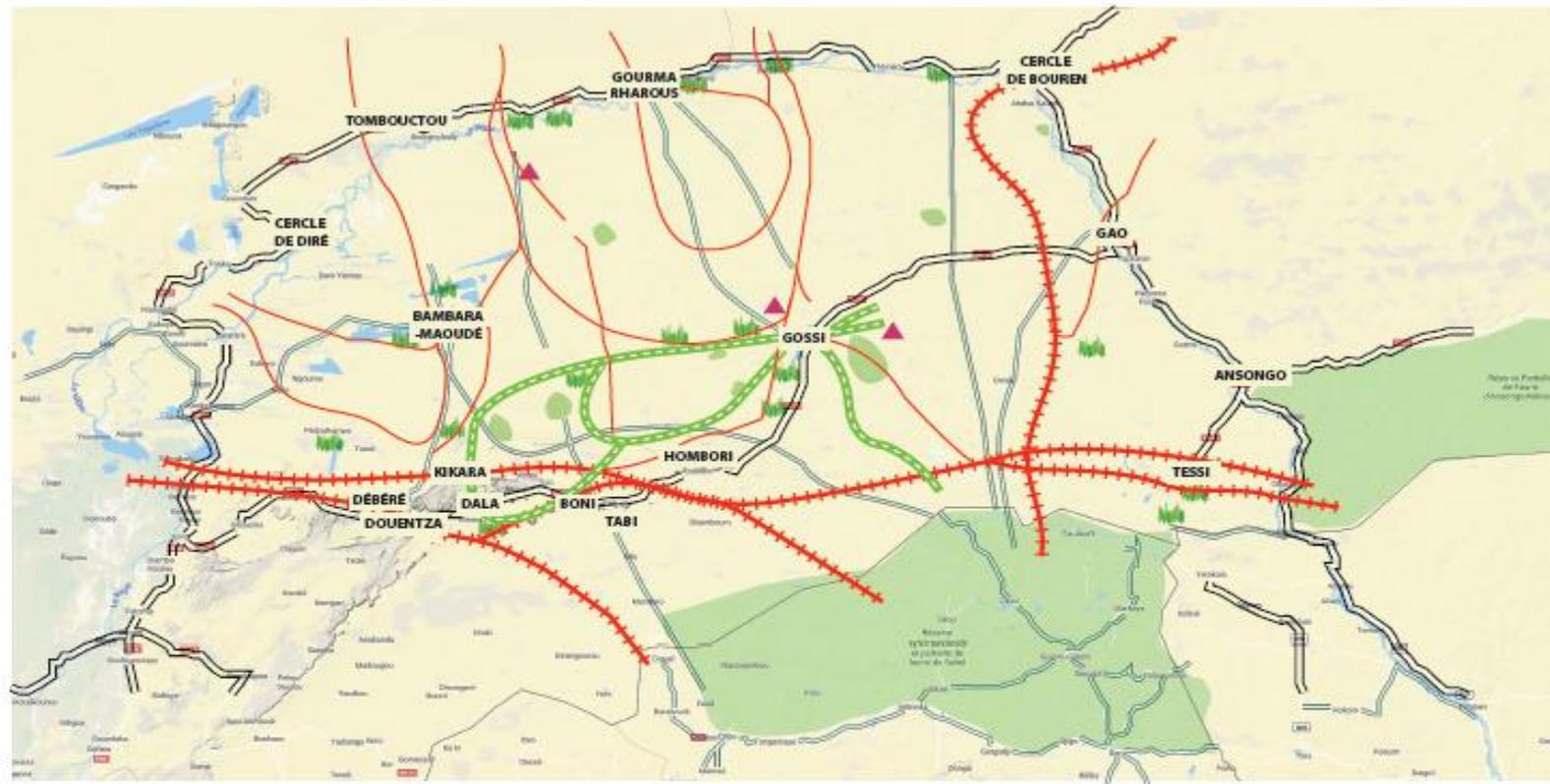
L'exploitation forestière, des fourrages et des produits de cueillette. Les grandes vallées et les pourtours des mares comprennent des zones boisées pouvant être assez denses. Cette ressource de l'écosystème est fortement mise sous pression pour la production de bois et de charbon comme pour les pâturages. Les collines et zones de dunes représentent d'importantes ressources en herbe qui tendent de plus en plus à être exploitées en foin pour le commerce des aliments du bétail dans les centres urbains au détriment des éleveurs de la zone qui comptaient sur ces ressources fourragères pour leurs troupeaux. Les activités de cueillette sont aussi l'un de grands piliers de la survie des habitants du Gourma, tous groupes confondus. Le fonio sauvage et le cramcram, deux graminées alimentaires sauvages, représentent un enjeu essentiel pour la sécurité des groupes sociaux pauvres, comme les Bella. Les plaines à fonio sont régulièrement des sources de tensions avec les pasteurs allochtones qui ne connaissent pas ou ne respectent pas les codes d'utilisation et de mise en défends des plaines à fonio.

L'exploitation des fruits sauvages (jujubes, dattiers sauvages...) constituent des opportunités pour les couches de populations pauvres qui en font un commerce important à la foire de Gossi. Le contexte pédoclimatique est assez favorable au développement de l'acacia seyal dont on extrait la gomme arabique, mais aussi à celui d'importants fourrages arborés. L'importance oubliée de cette spéculation ouvre des opportunités de création d'une activité de collecte assez rémunératrice, car la demande en gomme arabique demeure importante sur le marché mondial, mais entraîne de fortes tensions avec les éleveurs.



Mare dans le Gourma

ENJEUX PASTORAUX DANS LE GOURMA



(Source : Etude sur Gourma, Groupe URD)



Cadrer la temporalité et la saisonnalité de ces différentes activités permet de repérer les grandes périodes de risques (les cadres rouges sur le calendrier saisonnier ci-dessous).

Calendrier des activités dans le Gourma (Grunewald, 2019)

	Jan.	Fév.	Mars	Av.	Mai	Juin	Juil	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Riziculture de submersion												
Riziculture d'irrigation irriguée												
Maraîchage												
Culture d'hivernage												
Culture de décrue												
Collecte du fonio												
Récolte de la gomme arabique												
Mouvements des animaux du Gourma												
Mouvements des animaux de l'Haoussa												
Mouvements des troupeaux du Niger et du Burkina Faso												
Cures salées												
Pêche sur le fleuve												
Pêche sur les mares												
Récolte de bougou												
Activités agricoles salariées												
Activités saisonnières salariées												

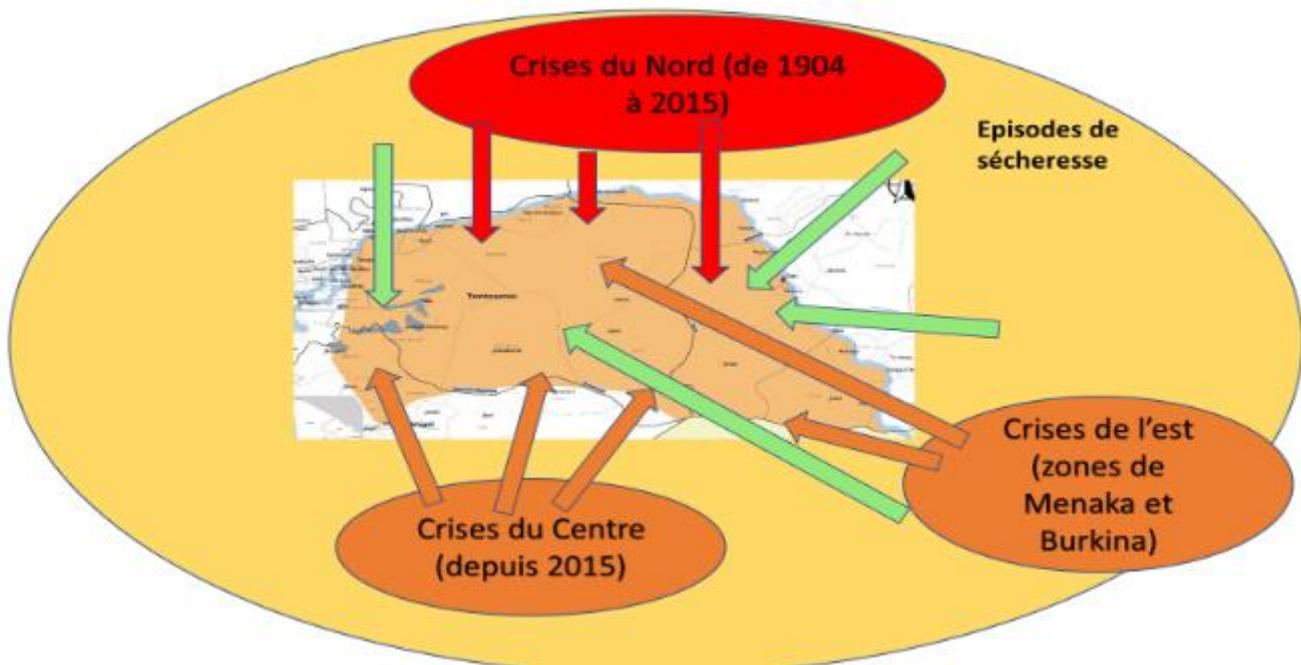
L'intrication entre économies illicites, problèmes intercommunautaires et islam radical

La problématique du brigandage reste massive sur l'ensemble de la zone avec des tendances mafieuses. Les enjeux politiques, économiques et de terrorisme sont fortement mêlés dans ce contexte nouveau. Ainsi, la Katiba Gourma est faite des anciens adhérents d'Ansar Dine qui ont tenté de prendre le pouvoir à travers les autorités intérimaires sur Rharous via le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) afin d'influer sur le découpage territorial et ses dividendes. Ceci alimente grandement le conflit actuel entre groupes Imhads. Pour perturber la zone et ses équilibres, le HCUA a activé la Katiba de l'EIGS, tentant de nuire à la cohésion sociale et poussant une partie des Imhads à entrer en conflit avec les Peuhls.

La distance importante entre les populations et les instances judiciaires et les transferts de compétence vers les capitales régionales ont entraîné de nombreuses difficultés et augmenté le poids de la corruption, décrédibilisant la justice dans les conflits sur les terres et les bourgoutières et sur la gestion des mouvements de troupeaux entre zones agricoles et zones pastorales. Dans un tel contexte, le retour vers la Charia est pour beaucoup une évidence que mettent à profit les groupes radicaux. L'insécurité est devenue un problème majeur, et donc une forte entrave au fonctionnement économique de la zone, en particulier de ses activités pastorales. Les autorités politiques ont laissé les conflits se développer sans intervenir alors que les services techniques ou juridiques rendent plus ou moins bien la justice. Face à l'absence de l'État, les milices sont apparues comme lors du conflit des années 91-96.

Comprendre la géographie des terroirs pastoraux est essentielle pour tenter d'appréhender les relations entre communautés, pastoralismes et groupes radicaux (Benjaminsen, Ba & al, 2019). En partie centrale, situé entre les régions sahélo-sahariennes au nord et les zones sahéliennes humides liées au fleuve et au Delta central, le Gourma a été marqué par plusieurs crises. Entre les anciennes crises du nord, celles des mondes touareg et arabe, et celles du delta central du Niger et de sa partie sud, le Gourma est :

- (i) une zone de repli pour certains acteurs . C'est ainsi le cas des éleveurs peuhls du cercle de Djenné qui reviennent dans la zone de Bambara Maoude, leur terroir historique (De Bruin, 1997) pour fuir les affrontements avec les milices donzos bamanan) ;
- (ii) une zone de refuge pour les groupes peuhls fortement marqués par les conflits dans le plateau dogon (Benjaminsen & Ba, 2021);
- (iii) une zone d'extension pour d'autres avec, au cœur, toute l'histoire des confrontations inter-touaregs liées aux interactions entre mondes du chameau et de la vache, mais aussi du poisson et de la céréale (périmètres rizicoles installés dans les zones de pêche).



Compétition entre agriculteurs et pasteurs à l'ouest du Niger (Tillabéri)

La problématique des relations « pasteurs-pasteurs » et « agriculteurs-pasteurs » s'inscrit, à Tillabéri comme dans tout le Sahel et le Niger, à la fois dans un espace physique et dans des temporalités spécifiques (Grunewald, 2022).

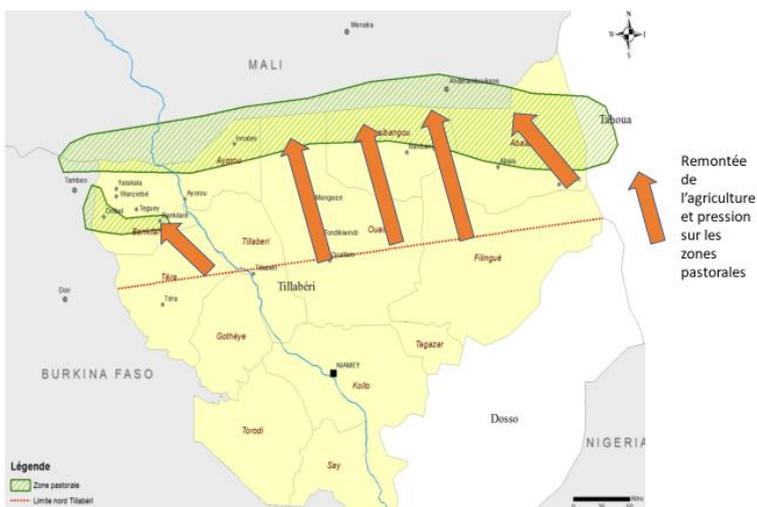
Il est dans un premier temps important de repérer deux grandes familles de zones :

Celles essentiellement pastorales. C'est là que se développent des problèmes de compétition sur l'eau et les pâturages dans lesquelles s'inscrit la confrontation entre groupes pastoraux. Cette zone est fortement perturbée par le conflit du Mali adjacent, et notamment de la zone de Ménaka, qui a fortement contaminé tout le nord de la Région de Tillabéri. Toute la frontière entre le Mali et le Niger On trouve dans cette zone les principaux camps de réfugiés maliens au Niger (Grunewald, 2019-b). C'est aussi dans cette zone transfrontalière qu'ont eu lieu les plus sérieuses attaques des groupes djihadistes contre les Forces armées maliennes et nigériennes⁷, mais surtout entre les forces de l'État Islamique et celles du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et du mouvement touareg Daoussawak (MSA).

Celles des grandes zones agricoles, dans lesquelles co-existent :

- des systèmes agro-pastoraux qui utilisent les zones agricoles comme réserves alimentaires grâce aux droits traditionnels de vaine pâture et aux mécanismes d'échanges « mil-lait » et « vaine pâture-fumure des champs de culture » : il s'agit essentiellement des systèmes des pastoraux transhumants cohabitant avec les agriculteurs sur des bases de complémentarité reconnues ;
- des systèmes essentiellement agricoles, basés sur la petite polyculture familiale dans laquelle le petit élevage « de case » reste très présent. Il s'agit essentiellement des systèmes de production des populations essentiellement agricoles, mais qui ont aussi du petit bétail ;

La remontée progressive des fronts agricoles vers le nord limite les zones pastorales de saison des pluies des groupes pastoraux, augmentant ainsi autant la compétition entre agriculteurs et pasteurs qu'entre groupes d'éleveurs nomades, ces derniers se retrouvant « coincés » entre les frontières arides au nord et les fronts pionniers agricoles au sud.



Carte des zones pastorales et agropastorales de la région de Tillabéri (Source : Adapté à partir de *Tillabéri, analyse des conflits liés aux ressources naturelles*, HACPI/ MODOP, 2017)

⁷ <https://information.tv5monde.com/afrique/niger-une-cinquantaine-de-morts-dans-des-attaques-pres-du-mali-400763>

Ces conflits s'inscrivent dans une temporalité spécifique, liée aux calendriers agricoles et pastoraux de la zone, ainsi qu'à la mobilité permise par le réseau hydrographique. D'importants efforts réalisés au cours des dernières années par les autorités nigériennes semblent avoir fait retomber un peu la pression et les tensions sur les ressources et les conflits en zone pastorales, notamment avec la mise en place de plateformes d'échanges et de médiations entre communautés et le renforcement des réseaux de médiateurs pastoraux. De même, toute une législation sur les questions foncières, avec une attention toute particulière aux droits des pasteurs a été développée par les autorités nigériennes. Le Niger a aussi été assez actif dans la mobilisation de moyens de l'aide internationale en faveur d développement des zones pastorales. Il importe néanmoins de rester très attentif aux dynamiques autour des différentes formes d'élevage (HACP, ICSP, UE, 2017).

Les zones frontalières entre Niger, Mali et Burkina Faso ont toujours été des régions d'échanges importants liés au fleuve et aux axes routiers (notamment l'axe Niamey-Mopti-Bamako). Ces zones sont aussi des grandes régions de transhumance et de mouvement des troupeaux qui amènent dans le Gourma malien et le delta intérieur du fleuve Niger de grandes quantités d'animaux venant du Niger pendant la saison sèche pour que les troupeaux puissent bénéficier des fourrages de saison sèche (bourgoutières) et des zones de cure salée. Dans ces zones frontalières, la dégradation de la situation sécuritaire due à l'activité des groupes armés non étatiques (GANE) et l'intensification des opérations militaires des deux côtés des frontières ont fortement impacté l'économie de la région. D'une part, les mesures mises en place par les autorités face à cette insécurité, et notamment la déclaration de l'état d'urgence, ont fortement limité les mouvements des populations et des troupeaux. Ceci a aussi engendré la fermeture de marchés, causant réduction des approvisionnements des marchés et inversion des rapports de prix entre produits animaux et produits végétaux, et conduisant à des hausses des prix. D'autre part, cette situation a fortement impacté le pastoralisme en réduisant considérablement les options de mobilité. Les difficultés grandissantes des troupeaux sahéliens pour aller vers les pâturages plus au nord ou plus au sud ont entraîné des tensions croissantes entre groupes pastoraux ainsi que l'inaccessibilité des pâturages dans la zone nord, le long des frontières. Ceci pourrait causer des migrations anormales des communautés d'éleveurs et augmenter le risque de conflits intercommunautaires.

L'évolution des dynamiques économiques sur le marché des produits animaux a entraîné l'apparition de nouvelles routes de passage des produits animaux vers le Nigéria (avec souvent transports en camion), où la demande est énorme. Ceci a mis les systèmes pastoraux nigériens en contact avec de nouvelles filières qui ne sont pas exemptes d'infiltrations par des mafias et des groupes armés nigériens. L'insécurité qui se développe dans les provinces frontalières côté Nigéria fait régulièrement tache d'huile vers le Niger, induisant des connections avec les GANE nigériens et groupes armés nigériens, qui viennent souvent de provinces où les conflits agro-pasteurs font régulièrement des dizaines de morts. Qui dit « commerce de grande ampleur des animaux » dit aussi « disponibilité importante de liquidités » et ceci se transforme très vite en « présence importante des armes légères » et en facteurs d'attractivité pour les groupes tant de l'économie illicite que du radicalisme islamique.

Les systèmes de grande transhumance (exemple Tchad-RCA)

L'axe de mouvement des troupeaux qui descend du nord du Tchad vers la RCA traverse différents écosystèmes : les zones sèches au nord du Tchad, une zone soudano-sahélienne qui couvre la moitié sud du Tchad et la moitié nord de la RCA, constituée de steppes sèches, de savane et de forêt sèche, et au fur et à mesure que l'on descend au sud, des régions de forêt dense.

L'analyse des grands agroécosystèmes de la zone Tchad-RCA fait ressortir plusieurs éléments :

- Le fait qu'il existe de grandes zones d'interaction entre mondes pastoraux, agro-pastoraux et agricoles ;
- Cette grande diversité d'agroécosystèmes explique largement la répartition des populations et les différences de densité de population. Elle constitue aussi un lieu de rencontre d'un point de vue ethnique, entre mondes chrétiens, animistes et musulmans.

Du fait des conditions très difficiles qui y résident (aridité, manque d'infrastructure, etc.) mais aussi de la proximité ethnique avec le pouvoir, le nord du Tchad est une zone importante pour les dynamiques pastorales. À la saison des pluies (mars-octobre), le nord-est du pays est isolé et souffre d'un abandon par les services de l'État. Ceci crée des conditions qui rendent toute intervention très difficile à l'apparition des facteurs de tensions. Certaines zones sont affectées depuis longtemps des régions de conflit et de compétition forte entre communautés pastorales, notamment pour les ressources en pâturage. Toute la partie nord frontalière du Tchad avec le Cameroun est parcourue de grands couloirs de transhumance des pasteurs peuhls qui traversent les frontières en fonction des saisons et des disponibilités en herbe. Ces couloirs, formalisés au Tchad par les efforts importants de projets (notamment de l'AFD), se poursuivent sans structuration et marquage physique en RCA.

L'élevage transhumant a longtemps été le système dominant dans le nord de la RCA avec l'arrivée des éleveurs Peuhls Bororos depuis le Cameroun voisin au début du XX^e siècle. Il est toujours utilisé pour les grands troupeaux qui stationnent dans leurs terroirs d'attache en saison pluvieuse où ils trouvent de l'herbe de bonne qualité et en abondance. Mais cette stratégie d'exploitation est de plus en plus entravée par l'arrivée d'autres troupeaux en provenance essentiellement du Tchad et du Soudan qui, à leur tour, sont à la recherche de meilleurs pâturages et exploitent les terroirs d'attache des troupeaux centrafricains pendant la saison sèche. Ces flux en provenance du nord peuvent varier de 200 000 à 400 000 têtes, selon les conditions climatiques et ont fortement augmenté au cours des dernières années. Cela s'accompagne d'une évolution de l'élevage transhumant en RCA : s'il représentait près de 98 % de la production nationale bovine au milieu des années 1980, sa part n'était plus que de 50 à 60 % au début des années 2000, et s'est encore réduit depuis du fait des conflits (FAO, 2019). La taille des troupeaux, qui était fréquemment de 100 à 200 têtes dans le passé, est passée à une cinquantaine de têtes en moyenne dans les années 2000, puis à 30 plus récemment. Une grande partie des éleveurs a adopté un compromis entre sédentarisation et déplacement saisonnier en ne déplaçant qu'une partie du troupeau. L'amplitude de ces transhumances varie et peut aller d'une dizaine à une centaine de kilomètres, en fonction de la taille des troupeaux. Les gros troupeaux doivent effectuer des transhumances qui conduisent les troupeaux plus loin, voire au travers des frontières. Les troupeaux de petite taille restent dans leurs zones respectives, tout en déplaçant leur campement de quelques kilomètres. L'envahissement des pâturages par l'herbe du Laos⁸ depuis quelques années ne laisse à l'éleveur que la possibilité de quitter les lieux.

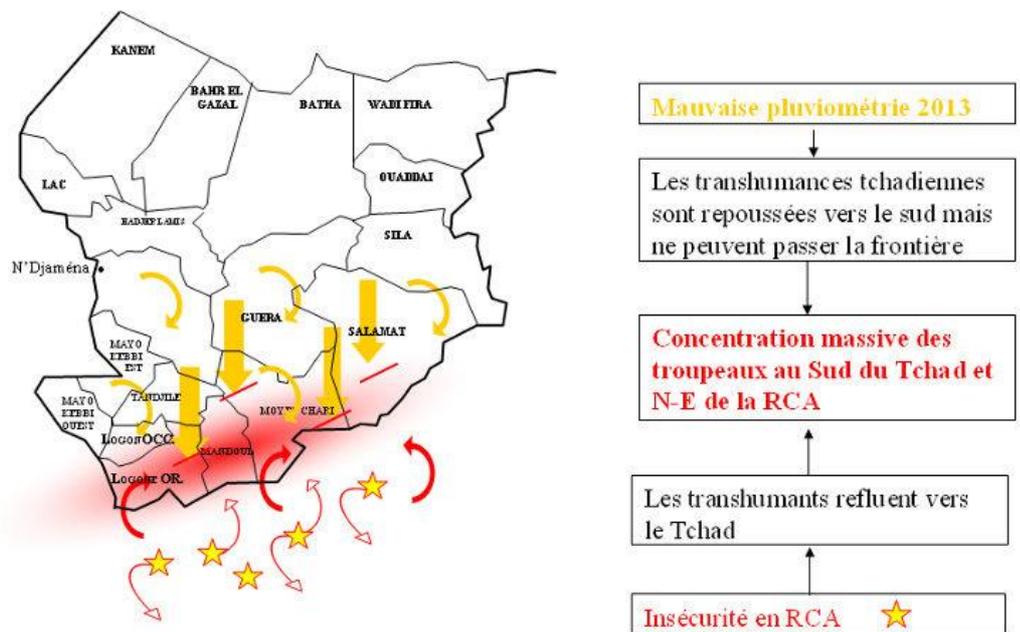
⁸ *Eupatorium Odoratum*, plante invasive qui s'installe dans les zones dégradées et les colonise, empêchant les plantes autochtones, notamment fourragères de se développer.

Au-delà de la mobilité inter-saisonnière donc, les campements d'éleveurs progressent cycliquement à la recherche de nouveaux pâturages, sitôt les précédents épuisés. L'absence d'une rotation concertée des pâturages entraîne presque partout une dominance des ligneux, directement imputable à la pâture continue à forte charge pendant la saison des pluies.

La diminution de l'élevage transhumant s'est faite au profit de l'élevage bovin agro-pastoral sédentaire, avec de fortes potentialités d'intensification, qui semble en nette croissance (Grunewald, 2022). On assiste donc depuis une vingtaine d'années à l'émergence d'une nouvelle classe d'acteurs, celle des « agro-éleveurs », combinant dans des proportions divergentes les deux activités. Celle-ci est constituée d'éleveurs, mais aussi d'agriculteurs ayant progressivement accumulé un certain cheptel, phénomène que l'on rencontre notamment dans tout le sud du Tchad comme dans le nord de la RCA (Nana Mambéré et l'Ouham).

« Ici, la proportion des agro-éleveurs par rapport à l'ensemble des ménages en milieu rural a augmenté de 47,7 % en 1997 à 60 % en 2002. Les bœufs de trait représentent un élément important de ce système de production (ACF,2002). »

Carte des mouvements de troupeaux entre Tchad et RCA, (schéma de 2013 encore valable en 2022) (Source IRAM, 2014)



À côté de cette problématique vient s'ajouter celle liée à la présence importante de trypanocitose (transmise au bétail par la mouche tzé tzé) qui crée une grande division dans le territoire entre les zones permettant d'avoir des bovins trypano-tolérants et celles qui sont *de facto* hors d'accès pour les grands transhumants.

Ceci crée tout un contexte de conflits entre pasteurs et agriculteurs, entre peuples de la savane arborée et populations des régions forestières, entre communautés vivant traditionnellement dans une certaine complémentarité et au sein desquels des groupes armés aux agendas autant politiques que prédateurs se sont infiltrés. Ils y ont induit une telle insécurité que des milliers de citoyens de RCA se sont réfugiés au Tchad voisin dans des camps soutenus par le HCR. Dans ces camps, qui manifestement se sont installés dans la durée, des processus d'intégration au sein des populations locales sont en cours, notamment avec un soutien de la Commission européenne dans le cadre du projet Linking Relief Rehabilitation and Development de la Délégation de la Commission de N'Djamena (Groupe URD,).



Troupeaux de petits ruminants dans la zone de Tillabéri (Niger)



Système d'exhaure solaire pour l'abreuvement du Betail (Gao, Mali)



URGENCE . REHABILITATION . DÉVELOPPEMENT

La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

SUIVEZ-NOUS SUR



urd@urd.org

www.urd.org